

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La campagne de l'OTAN contre la liberté d'expression

par Thierry Meyssan, Damas (Syrie)



Thierry Meyssan
(photo mad)

Ceci est une longue histoire qui s'étend sur quinze ans. L'OTAN a d'abord tenté de réduire au silence les citoyens qui cherchaient à connaître la vérité sur les attentats du 11-Septembre. Puis, elle s'en est prise à ceux qui contestaient la version officielle des «printemps arabes» et de la guerre contre la Syrie. De fil en aiguille, elle a attaqué ceux qui dénonçaient le coup d'Etat en Ukraine. Désormais l'OTAN fait accuser par une pseudo-ONG ceux qui ont fait campagne pour Donald Trump d'être des agents russes.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont été suivis à la fois d'un état d'urgence permanent et d'une série de guerres. Comme je l'écrivais à l'époque, la théorie selon laquelle ils auraient été commandités par des jihadistes depuis une grotte afghane ne résiste pas à l'analyse. Tout laissé à penser qu'ils ont au contraire été organisés par une faction du complexe militaro-industriel.

Si cette analyse est exacte, la suite des événements ne pouvait que conduire à une répression aux Etats-Unis et dans les Etats alliés.

Le 11-Septembre et les 15 années suivantes: mon histoire

Quinze ans plus tard, la blessure que j'ai ouverte ne s'est toujours pas refermée – bien au contraire – du fait des événements qui ont suivi. Au *Patriot Act* et aux guerres du pétrole viennent de s'ajouter les «printemps arabes». Non seulement la majorité de la population états-unienne ne croit plus ce que dit son gouvernement depuis le 11/9

mais, en votant pour *Donald Trump*, elle vient d'exprimer son rejet du système post 11-Septembre.

Il se trouve que j'ai ouvert mondialement le débat sur le 11/9, que j'ai appartenu au dernier gouvernement de Jamahiriya arabe libyenne et que je relate sur place la guerre contre la Syrie. Au départ, l'administration américaine a cru pouvoir stopper l'incendie en m'accusant d'écrire n'importe quoi pour faire de l'argent et en me touchant là où selon elle cela fait mal, c'est-à-dire au portefeuille. Pourtant mes idées n'ont cessé de se répandre. En octobre 2004, lorsque 100 personnalités américaines signaient une pétition réclamant la réouverture de l'enquête sur les attentats du 11/9, Washington commençait à prendre peur.¹ En 2005, j'ai réuni à Bruxelles plus de 150 personnalités du monde entier – dont des invités syriens et russes comme l'ancien chef d'état-major des armées de la Fédération, le général *Leonid Ivashov* – pour dénoncer les néo-conservateurs, montrant que le problème devenait global.²

«En 2007, l'administration Bush demanda de m'éliminer physiquement»

Si durant le mandat de *Jacques Chirac*, l'Elysée s'inquiétait de ma sécurité, l'administration *Bush* demanda en 2007 au président nouvellement élu *Nicolas Sarkozy* de m'éliminer physiquement. Lorsque je fus averti par un ami officier à l'état-major de sa réponse positive, je n'avais qu'un seul chemin: l'exil. Mes autres amis – j'étais depuis 13 ans secrétaire national du Parti radical de gauche – me regardèrent incrédules, tandis que la presse m'accusait de sombrer dans la paranoïa. Nul ne vint publiquement à mon secours. Je trouvais refuge en Syrie et sillonnais le monde hors de l'espace OTAN, échappant à de nombreuses tentatives d'assassinat ou d'enlèvement. Depuis quinze

ans, j'ai ouvert des débats qui se sont généralisés. J'ai toujours été attaqué lorsque j'étais seul, mais lorsque mes idées ont été partagées, ce sont des milliers de gens qui ont été persécutés pour les avoir reprises et développées.

Un mémoire américain pour lutter contre les «théories de la conspiration»

C'est à la même époque que *Cass Sunstein* (l'époux de l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU *Samantha Power*³) rédigea avec *Adrian Vermeule* pour les universités de Chicago et d'Harvard un mémoire pour lutter contre les «théories de la conspiration» – c'est ainsi qu'ils appellent le mouvement que j'avais initié. Au nom de la défense de la «Liberté» face à l'extrémisme, les auteurs y définissent un programme pour annihiler cette opposition:

«Nous pouvons facilement imaginer une série de réponses possibles.

1. Le gouvernement peut interdire les théories de la conspiration.
2. Le gouvernement pourrait imposer une sorte de taxe, financière ou autre, sur ceux qui diffusent de telles théories.
3. Le gouvernement pourrait s'engager dans un contre discours pour discréditer les théories du complot.
4. Le gouvernement pourrait engager des parties privées crédibles à s'engager dans un contre-discours.
5. Le gouvernement pourrait s'engager dans la communication informelle avec les parties tierces et les encourager.⁴

Création d'un «service de communication stratégique»

L'administration *Obama* hésita à choisir publiquement cette voie. Mais, en avril 2009, elle proposa au sommet de l'OTAN à Strasbourg-Kehl de créer un «service de communication stratégique». De même renvoya-t-elle

Anthony Jones de la Maison-Blanche en 2009 parce que le célèbre avocat s'était exprimé sans ambages sur le sujet.⁵

Le projet du service de communication stratégique de l'OTAN resta dans les cartons jusqu'à ce que le gouvernement letton ne se manifeste. Il fut finalement installé à Riga sous la direction de *Janis Karklinš* – par ailleurs responsable à l'ONU du «Sommet mondial sur la société de l'information» et du «Forum sur la gouvernance d'Internet». Conçu par les Britanniques, il inclut des participations de l'Allemagne, de l'Estonie, de l'Italie, du Luxembourg, de la Pologne et du Royaume-Uni. Au début, il se contenta de multiplier les études.

L'«Institute of Modern Russia» de la famille Khodorkovsky à New York

Tout changea en 2014 lorsque le think tank de la famille *Khodorkovsky*, l'*Institute of Modern Russia* [Institut sur la Russie moderne] à New York, publia une analyse des journalistes *Peter Pomerantsev* et *Michael Weiss*.⁶ Selon leur rapport, la Russie aurait déployé un vaste système de propagande à l'étranger. Cependant, plutôt que de se présenter sous un jour favorable comme pendant la guerre froide, Moscou aurait décidé d'inonder l'Occident en «théories de la conspiration» de manière à créer la confusion générale. Et les auteurs de préciser que ces «théories» ne portent plus uniquement sur le 11-Septembre, mais aussi sur la couverture de la guerre contre la Syrie.

En cherchant à réactiver l'antisoviétisme de la guerre froide, ce rapport marquait un basculement des valeurs. Jusque-là, la classe dirigeante américaine cherchait uniquement à masquer le crime du 11-Septembre en accusant quelques barbus sans importance. Désormais, il s'agissait d'accuser un Etat étranger

Suite page 2

La guerre contre les «fake news», fait partie d'une guerre contre la liberté d'expression

par Ron Paul, USA



Ron Paul (photo mad)

C'est une attaque à la liberté que de s'en prendre au droit à la discussion des problèmes politiques, à la recherche de sources d'informations alternatives et à la promotion de causes et d'idées dissidentes [...]. Si cet assaut continu à la liberté d'expression aboutit, toutes nos libertés sont alors menacées.

[...]

Beaucoup d'opposants à la liberté d'expression soutiennent des lois et des réglementations visant à interdire aux activistes et aux organismes éducatifs la publication de faits touchants aux positions défendues par un candidat quelques mois avant son élection. Si ces lois sont appliquées, les seules sources d'informations sur un candidat seraient les médias et son équipe de campagne.

La *Federal Election Commission* (FEC) [Commission électorale fédérale] a récemment rejeté une proposition demandant d'exempter les livres, les films et les vidéos en continu de ces réglementations sur le lan-

gage. Une majorité des membres de la FEC sont donc d'avis que le pouvoir leur revient, par exemple, d'interdire la biographie d'*Edward Snowden* par *Oliver Stone* puisque celle-ci a été publiée deux mois avant l'élection présidentielle et qu'elle contient des extraits de médias, dans lesquels *Hillary Clinton* et *Donald Trump* s'expriment sur Snowden.

La menace la plus récente, et potentiellement la plus dangereuse, au «First Amendment» [Premier amendement à la Constitution des Etats-Unis interdisant au Congrès d'adopter des lois limitant les libertés d'expression, de religion, de la presse, et de réunion, ndlr.] est la guerre contre les «fake news» [nouvelles fausses, truquées ou falsifiées, ndt.]. Ceux qui mènent cette guerre utilisent en prétexte quelques «canulars» sur Internet pour justifier davantage de réglementations gouvernementales – et même de la censure pure et simple – de certains sites internet. Certains sites populaires, tel Facebook, n'attendent même pas que le gouvernement les force à réprimer les «fausses nouvelles» pour réagir.

Ceux qui demandent l'interdiction de «fausses nouvelles» veulent non seule-

ment censurer les canulars facilement réfutables mais aussi employer des «gardiens/gatekeeper» (pour utiliser le terme fameux d'*Hillary Clinton*) commandités par le gouvernement, ayant le pouvoir de censurer n'importe quelle information ou opinion déplaisant à l'establishment politique. Pourtant, aucun opposant aux «fausses nouvelles» n'a jusqu'à présent exprimé son inquiétude quant aux fausses nouvelles qui ont aidé à déclencher la guerre en Irak. Ces fausses nouvelles sont à l'origine de la déstabilisation du Moyen-Orient, de la montée en puissance de Daech et de plusieurs millions de morts.

La guerre contre les «fausses nouvelles» a pris un tournant inquiétant en qualifiant les sites et sources d'information alternatifs de colporteurs de propagande russe. Les cibles principales sont les critiques de la politique étrangère interventionniste américaine, les partisans de l'étalon-or, les critiques de la dette d'Etat mirobolante et même ceux qui se battent pour mettre fin à la militarisation de la police. Tous sont qualifiés d'agents russes anti-américains.

La semaine dernière, le Congrès a adopté une loi mettant en place un comité spécial

composé d'importantes agences gouvernementales, chargé de contrer les interférences étrangères dans le processus des élections américaines. Certains ont appelé à une enquête menée par le Congrès sur une éventuelle intrusion russe dans les élections. Il est évident que le but de ces manœuvres est de faire taire et de discréditer ceux qui remettent en question la propagande gouvernementale pro-Etat-providence/pro-guerre véhiculée par les grands médias alignés.

Les efforts d'interdire les «fausses nouvelles», de qualifier d'agents russes les opposants à la guerre et à la Réserve fédérale ainsi que d'autres mouvements pour la liberté et de vouloir interdire le débat sur le passé (ou le dossier) d'un candidat politique avant une élection à des organisations indépendantes, font partie de la guerre contre le Premier amendement. Tous les Américains, peu importe leur obédience politique, ont un intérêt à combattre ces tentatives de restreindre la liberté d'expression.

Source: <http://ronpaulinstitute.org/archives/featured-articles/2016/december/11/war-on-fake-news-part-of-a-war-on-free-speech/> du 11/12/16

(Traduction *Horizons et débats*)

«Alep et Mossoul, les deux sièges»

par Renaud Girard, correspondant de guerre et géopoliticien français



Renaud Girard
(photo mad)

Quelles sont les ressemblances et les dissemblances entre ces deux sièges? Comment les grands acteurs, régionaux et internationaux, cherchent actuellement à y pousser leurs intérêts stratégiques?

En Orient, l'actualité militaire est dominée par le siège concomitant de deux grandes villes, Alep et Mossoul, situées dans deux pays voisins, la Syrie et l'Irak. Les gouvernements de Damas et de Bagdad sont depuis quelques années alliés, au sein de ce qu'on appelle l'«axe chiite», qui va de Téhéran à Beyrouth. Tous deux cherchent à reprendre par la force la deuxième agglomération de leurs pays, tombée aux mains de milices sunnites rebelles. Tous deux assiègent aujourd'hui la moitié Est de ces métropoles. Quelles sont les ressemblances et les dissemblances entre ces deux sièges? Comment les grands acteurs, régionaux et internationaux, cherchent actuellement à y pousser leurs intérêts stratégiques?

Dans sa reconquête des quartiers Est de la ville d'Alep (tombés aux mains de la rébellion en juillet 2012), l'armée baasiste syrienne est appuyée par de multiples alliés: l'aviation russe; le Hezbollah libanais; les

«brigades internationales» chiites (comprenant entre autres des Hazaras afghans) encadrées par les officiers de forces spéciales de la division al-Qods des pasdaran iraniens; les peshmergas kurdes du mouvement laïc cryptocommuniste *Parti de l'union démocratique* PYD (ceux-là mêmes qui résistèrent victorieusement à l'Etat islamique lors du siège de Kobané de septembre 2014 à janvier 2015).

Dans la reconquête des quartiers Est de la ville de Mossoul, les forces spéciales irakiennes du gouvernement de Bagdad sont appuyées par les frappes des chasseurs-bombardiers occidentaux, par les milices patriotiques chiites, et par les peshmergas kurdes du gouvernement autonome d'Erbil (qui tiennent le front Nord, sans prétendre entrer plus tard dans la ville). A Alep, c'est le front al-Nosra (filiale d'al-Qaïda) qui constitue le fer de lance des milices rebelles, lesquelles forment un patchwork, où la plupart sont islamistes. A Mossoul, la rébellion est entièrement sous la coupe de l'Etat islamique. Que se passe-t-il à l'intérieur des villes assiégées? Nous ne disposons d'aucune information de première main, car il est trop dangereux pour les reporters occidentaux de s'y rendre. A Mossoul, ils risquent la décapitation; à Alep, ils risquent le kidnapping en vue d'une rançon.

Un phénomène assez curieux s'est passé dans la bataille d'Alep: depuis 2013, les

grands médias occidentaux ne font plus assez confiance à la rébellion pour envoyer des reporters en son sein, mais ils continuent à croire et à diffuser sans filtre les informations envoyées par les rebelles, qui ont bien sûr tout intérêt à se présenter en agneaux innocents et à noircir leurs adversaires. Car le logiciel manichéen n'a pas changé depuis cinq ans: à Alep on a affaire à un tyran (Bachar al-Assad), qui massacrerait son peuple, presque par plaisir. Assurément le siège d'Alep est cruel et on estime à 300 les victimes civiles des deux dernières semaines. En revanche, ce même logiciel ne s'applique bien sûr pas à l'armée irakienne tendant à reprendre le contrôle de Mossoul. Là, ce sont les attaquants qui sont les gentils et les rebelles qui sont les méchants. En termes de pertes civiles, les chiffres sont équivalents: on estime à 600 les morts civils dans la bataille de Mossoul, depuis qu'elle a commencé. Certes, que les combattants fanatisés de Daesh soient des super-méchants, nul n'en doute. Dans leur tactique d'utilisation systématique des voitures-suicides comme autant de missiles terre-terre, les généraux de l'Etat islamique ont envoyé à la mort des centaines d'adolescents, après leur avoir lavé le cerveau.

Dans le siège d'Alep, la presse occidentale s'est rangée du côté des résistants; et dans celui de Mossoul, du côté des attaquants. Mais ce n'est plus très important.

Car l'impact des grands médias internationaux sur la réalité géopolitique est devenu extrêmement faible: il n'est plus en mesure de modifier les grands équilibres stratégiques, comme il le fit naguère, dans des conflits comme le Kosovo, l'Irak ou la Libye.

Quand Alep et Mossoul seront tombées, quels seront les grands gagnants stratégiquement? Au premier rang figurera l'Iran, au deuxième la Russie. Les stratèges occidentaux ont gravement sous-estimé la détermination de ces deux puissances orientales. Téhéran a renforcé l'axe chiite, tandis que Moscou a consolidé son accès direct à la Méditerranée. Au troisième rang, figureront les Kurdes, qui, après quelques déboires, finissent victorieux sur tous leurs fronts. Les Etats-Unis ne sont pas totalement perdants, car ils avaient fait de Daesh leur nouvel ennemi principal. Les grands perdants seront les Turcs, avec une politique néo-ottomane aujourd'hui en miettes. Et les Européens, qui vont porter quasiment seuls le fardeau des réfugiés.

Au sommet de Prague de l'OTAN de novembre 2002, le président Chirac avait essayé de dissuader le président Bush d'envahir l'Irak. Il lui avait soufflé: «George, tu vas créer un axe chiite au Moyen-Orient: mais où est donc ton intérêt stratégique?» Il n'avait obtenu aucune réponse ...

Source: © Renaud Girard, *Le Figaro* du 6/12/16

«La campagne de l'OTAN contre ...»

suite de la page 1

d'être responsable des nouveaux crimes que Washington avait commis en Syrie.

La 77^e Brigade du gouvernement britannique

En septembre 2014, le gouvernement britannique créa la 77^e Brigade; une unité chargée de contrer la propagande étrangère. Elle comprend 440 militaires et plus d'un millier de civils venant du *Foreign Office* incluant le MI6 et la coopération de la *Stabilisation Unit*. On ignore quelles sont ses cibles. Cette brigade travaille avec la 361st *Civil Affairs Brigade* de l'armée de Terre états-unienne (basée en Allemagne et en Italie). Ces unités militaires étaient utilisées à perturber les sites internet occidentaux tentant de rétablir la vérité aussi bien sur le 11-Septembre que sur la guerre contre la Syrie.

L'unité «Information Warfare Initiative» s'attaque à RT et Sputnik

Début 2015, Anne Applebaum (l'épouse de l'ancien ministre de la Défense polonais *Radosław Sikorski*) créa au sein du *Center for European Policy Analysis* [Centre d'analyse de la politique européenne] de Washington une unité dénommée *Information Warfare Initiative* [Initiative sur la guerre de l'Information].⁷ Il s'agissait originellement de contrer l'information russe en Europe centrale et orientale. Elle confia cette initiative à Peter Pomerantsev (déjà nommé) et à Edward Lucas, un des rédacteurs en chef de *The Economist*.

Même si Pomerantsev est à la fois le co-rapporteur de l'*Institute of Modern Russia* et le co-responsable de l'*Information Warfare Initiative*, il ne fait plus référence au 11-Septembre, et ne considère plus la guerre contre la Syrie comme centrale, mais uniquement comme un thème récurrent permettant de supputer l'action du Kremlin. Il concentre ses flèches sur la chaîne de télévision Russia Today et sur l'agence de presse Sputnik; deux organes publics russes.

Fondation Jean-Jaurès: interdiction de parole pour «conspirationnistes»

En février 2015, le think tank du Parti socialiste français et contact de la *National Endowment for Democracy* (NED), la Fondation Jean-Jaurès, publie à son tour une note intitulée «Conspirationnisme, un état des lieux».⁸ Elle ignore les développements à propos de la Russie et reprend le débat là où Cass Sunstein l'avait laissé. Elle préconise d'interdire

«Mme Federica Mogherini distribue à de très nombreux journalistes européens, deux fois par semaine, des argumentaires censés démontrer la mauvaise foi de Moscou; des argumentaires qui nourrissent abondamment les médias européens.»

purement et simplement aux «conspirationnistes» de s'exprimer. De son côté, le ministre de l'Education organisa des ateliers dans les écoles pour mettre en garde les élèves contre les «conspirationnistes».

Le «plan de communication stratégique» de l'UE et de l'OTAN

Les 19 et 20 mars 2015, le Conseil européen demanda à la Haute-Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité Federica Mogherini de préparer un «plan de communication stratégique» pour dénoncer les campagnes de désinformation de la Russie à propos de l'Ukraine. Le Conseil ne mentionna ni le 11-Septembre, ni la guerre contre la Syrie et changea de cible pour en venir aux seuls événements en Ukraine.

En avril 2015, Mme Mogherini créa au sein du *Service européen pour l'action extérieure* (EEAS) une *Unité de communication stratégique*.⁹ Elle est dirigée par un agent du MI6 britannique, Giles Portman. Elle distribue à de très nombreux journalistes européens, deux fois par semaine, des argumentaires censés démontrer la mauvaise foi de Moscou; des argumentaires qui nourrissent abondamment les médias européens.

Dès sa création, le *Centre de communication stratégique* de l'OTAN s'adjoignit un service de l'*Atlantic Council*, le *Digital Forensics Research Lab*. Un manuel de communication stratégique fut rédigé par l'OTAN. Il vise à coordonner et remplacer tout le dispositif antérieur en matière de diplomatie publique, de relations publiques (Public Affairs), de relations publiques militaires, d'opérations sur les systèmes électroniques de communication (Information Operations) et d'opérations psychologiques.

Procédure d'initiative du Parlement européen du 23 novembre 2016

Inspirée par l'OTAN, l'ancienne ministre des Affaires étrangères polonaise devenue députée européenne, Anna Fotyga, fit adopter par le Parlement européen le 23 novembre 2016 une procédure d'initiative intitulée «Communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers».¹⁰ A nouveau, la cible se déplace:

il ne s'agit plus de contrer le discours sur le 11/9 (vieux de 15 ans) ni celui sur la guerre contre la Syrie, mais de créer un amalgame entre le discours de contestation des événements ukrainiens et celui de Daesh. On en revient au départ: ceux qui contestaient le 11/9 visaient selon l'OTAN à réhabiliter Al-Qaïda, ceux qui font le jeu de la Russie visent à détruire l'Occident comme Daesh. Et peu importe que l'OTAN soutienne Al-Qaïda à Alep-Est.

Le mystérieux groupe «Propaganda or Not?» et ses acolytes

Lancé par un retentissant article du «Washington Post», le 24 novembre 2016,¹¹ un mystérieux groupe «Propaganda or Not?» a établi une liste de 200 sites internet – dont *voltairenet.org* – prétendument chargés par le Kremlin de relayer la propagande russe et d'intoxiquer l'opinion publique états-unienne au point de l'avoir poussée à voter Trump.

Bien que «Propaganda or Not?» ne publie pas les noms de ses responsables, il indique réunir quatre organisations: *Polygraph*, *The Interpreter*, le *Center for European Policy Analysis* et le *Digital Forensic Research Lab*.

Polygraph est un site de *Voice of America*, la radio et télévision publique états-unienne contrôlée par le *Broadcasting Board of Governors*.

The Interpreter est la revue de l'*Institute of Modern Russia*, désormais diffusée par *Voice of America*.

Le *Center for European Policy Analysis* est un pseudopode de la *National Endowment for Democracy* (NED) dirigé par Zbigniew Brzezinski et Madeleine Albright.

Enfin le *Digital Forensic Research Lab* est un programme de l'*Atlantic Council*.

La Russie, un cliché hostile

Dans un document diffusé par «Propaganda or Not?», cette pseudo-ONG issue d'associations financées par l'administration Obama nomme l'ennemi: la Russie. Elle l'accuse d'être à l'origine du mouvement pour la vérité sur le 11/9 et des sites internet de soutien à la Syrie et à la Crimée.

Le Congrès des Etats-Unis a voté le 2 décembre 2016 une loi interdisant toute coopération militaire entre Washington et

Moscou. En quelques années, l'OTAN a réactivé le maccarthysme.

Source: *Réseau Voltaire*, Damas (Syrie), 5/12/16

- ¹ «100 personnalités contestent la version officielle du 11 septembre», *Réseau Voltaire*, 26/10/04.
 - ² «Axis for Peace», *Réseau Voltaire*.
 - ³ «La face cachée de l'Administration Obama», par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 10/11/15.
 - ⁴ «Conspiracy Theories», Cass R. Sunstein & Adrian Vermeule, Harvard Law School, 15/1/08.
 - ⁵ «11-Septembre: Obama congédie un de ses conseillers», *Réseau Voltaire*, 8/9/09.
 - ⁶ «The Menace of Unreality: How the Kremlin Weaponizes Information, Culture and Money», Peter Pomerantsev & Michael Weiss, The Interpreter/ Institute of Modern Russia, 2014.
 - ⁷ Information Warfare Initiative, site officiel.
 - ⁸ «L'Etat contre la République», par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 9/3/15.
 - ⁹ «La propagande de l'UE contre la Russie», *Réseau Voltaire*, 5/7/16.
 - ¹⁰ Procédure d'initiative du Parlement européen: «Communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers», *Réseau Voltaire*, 23/11/16.
 - ¹¹ «Russian Propaganda Effort Helped Spread 'Fake News' During the Election, Experts Say», Craig Timberg, *The Washington Post*, 24/11/16
- Document joint: «Complaint 'Voltaire Network International' vs 'Prop or Not?'» peut être téléchargé sur Internet en anglais sous ce titre en format pdf. Plainte déposée devant l'Inspecteur général du Département d'Etat à Washington. *Réseau Voltaire International*, 2 décembre 2016

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 - 4599

© 2016 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Le point de vue américain est imposé au monde»

Interview de Willy Wimmer accordée à «Sputniknews»



Willy Wimmer
(photo ef)

Willy Wimmer, ancien vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE et ancien Secrétaire d'Etat auprès du ministère allemand de la Défense, n'est pas surpris du fait que l'ONU – ainsi que les grands médias occidentaux reprennent et diffusent des fausses nouvelles [«fake news»]

concernant la situation à Alep. Selon lui, ces médias sont depuis belle lurette axés sur le soutien de la politique belliciste de l'OTAN.

Sputniknews: Monsieur Wimmer, mardi dernier, l'ONU a publié un rapport dans lequel elle prétend que les troupes gouvernementales auraient massacré, déporté et torturé un grand nombre de civils. L'origine de la provenance de ces informations n'est pas claire, dans le rapport on mentionne uniquement des «sources fiables». Que penser d'un tel rapport?

Willy Wimmer: Depuis de nombreuses années, nous devons malheureusement constater que partant de l'OSCE, en passant par la Croix-Rouge, et jusqu'aux Nations Unies, on tombe sur des rapports de ce genre rédigés selon les intérêts américains et anglo-saxons. Nous avons constaté dans les organisations internationales que des rapports, somme toute objectifs, devaient être soumis avant publication à l'ambassadeur américain ou au chef de délégation, afin qu'ils puissent y placer le point de vue américain sur les questions mondiales.

Au vu de ces expériences réalisées dans le passé, il faut être bien conscient que c'est une façon de procéder courante. J'évoque entre autre le Comité international de la Croix-Rouge, du fait qu'il est, de mon point de vue, difficilement acceptable que le principal financier de cette organisation importante soit les Etats-Unis, alors que les Etats européens y participent tout juste par 1 ou 2%. S'il fallait vraiment savoir ce qu'il se passe dans les diverses régions du monde, les populations ébahies pourraient éventuellement penser que ces rapports sont corrects. Toutefois, les expériences vécues au cours des dernières 20 années montrent qu'on ne peut en règle générale pas s'y attendre.

Quels objectifs les Nations Unies poursuivent-elles actuellement?

Les seuls Etats engagés en Syrie en conformité avec le droit international sont le gouvernement légitime de Syrie lui-même, la

«C'est la litanie belliciste de l'Occident que nous entendons depuis la guerre contre Belgrade en 1999. Les grands médias occidentaux sont orientés dans le sens d'offrir un soutien offensif à la politique de guerre de l'OTAN ou des puissances bellicistes telles les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France. On ne trouve pas l'ombre d'un doute dans ces journaux.»

Fédération de Russie et l'Iran. Mais en considérant les développements des cinq dernières années, on constate qu'ils n'ont guère obtenu de soutien de la part des Nations Unies. Les guerres des Balkans nous ont montré que les Nations Unies sont devenues un instrument d'agression de l'OTAN. C'est comme un fil rouge traversant tout et détruisant la confiance devant régner dans la communauté internationale et au sein des peuples envers des organismes aussi importants que la Croix-Rouge, l'OSCE et les Nations Unies. On y mène une politique de guerre dans l'intérêt des Américains et des Anglo-Saxons et on trouve aux Nations Unies suffisamment de groupes pour participer à ce jeu.

Le ministre des Affaires étrangères russe Lavrov a déjà réagi à ce rapport en affirmant que les organisations humanitaires sur place ne pouvaient pas confirmer ces horreurs relatées. Les médias occidentaux diffusent toutefois sans état d'âme ce rapport de l'ONU. Qu'en pensez-vous?

C'est la litanie belliciste de l'Occident que nous entendons depuis la guerre contre Belgrade en 1999. Les grands médias occidentaux sont orientés dans le sens d'offrir un soutien offensif à la politique de guerre de l'OTAN ou des puissances bellicistes telles les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France. On ne trouve pas l'ombre d'un doute dans ces journaux – un doute forcément décelable auparavant si l'on avait eu affaire à de tels événements. On voit aussi à quel point les pays occidentaux s'auto-aveuglent quand elles citent des organisations telles l'Observatoire syrien des droits de

l'homme, basée en Angleterre, ou les Casques Blancs, présentée au monde entier comme une organisation «humanitaire» tout en demeurant très controversée. Cela détruit forcément la confiance au niveau international et nos propres populations n'accordent plus de crédit à nos gouvernements.

Albrecht Müller, éditeur du site «NachDenkSeiten» a démontré, dans un article très détaillé, à quel point les articles des médias occidentaux sont unilatéraux. Un exemple patent est la publication de vidéos non datées de personnes prétendument coincées à Alep et demandant de l'aide notamment sur le site de «Spiegel online», alors que les caméras d'observation russes montraient en temps réel l'évacuation de civils et de rebelles. Comment justifier de telles différences dans les médias allemands?

C'est la politique gouvernementale, c'est une politique agressive de l'OTAN. Nous savons que le directeur de la communication de l'OTAN est ce malheureux Jamie Shea, qui, en 1999, a quotidiennement excité les populations pour qu'elles soutiennent la guerre, en s'efforçant par la suite de maintenir cet état d'esprit belliciste. Dans une telle situation, on ne peut guère espérer même un semblant de reportages objectifs. Depuis la seconde guerre d'Irak et tous les mensonges qu'on nous a fait ingurgités en lien avec le Kuwait, on sait très bien que l'essentiel de ces désinformations massives proviennent d'agences de communications américaines.

Quand on apprend qu'il y a deux ans, pour la première fois dans l'histoire moderne

«On voit aussi à quel point les pays occidentaux s'auto-aveuglent quand elles citent des organisations telles l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basée en Angleterre, ou les Casques Blancs, présentée au monde entier comme une organisation «humanitaire» tout en demeurant très controversée. Cela détruit forcément la confiance et nos propres populations n'accordent plus de crédit à nos gouvernements.»

allemande, la Chancellerie fédérale allemande a exigé l'engagement de «spin-doctors» (conseillers en communication), on sait à quoi s'en tenir. Qui leur octroie encore un quelconque crédit? En fait plus personne, pas même eux-mêmes, pensent ce qu'ils publient!

A la demande de «Sputnik», les responsables du rapport de l'ONU ont refusé de citer leurs sources, soi-disant pour des raisons de protection des sources. Toutefois, face à de telles accusations, l'ONU ne devrait-elle pas jouer la transparence?

Les Nations Unies doivent retrouver leur caractère premier en conformité avec le service dû à la paix internationale. Tant qu'elles se transforment en un organe subsidiaire de l'OTAN, personne ne leur accordera confiance. Tant que cette situation dure, elles sont presque obligées de livrer des justifications fallacieuses à Sputnik ou d'autres médias critiques.

Lors du sommet de l'UE à Bruxelles, la chancelière Merkel a accusé ouvertement la Russie et l'Iran d'avoir perpétré des crimes. Peut-elle se permettre cela actuellement?

Il semble que cette femme peut tout se permettre. Mais il suffit de tendre l'oreille vers la population pour constater que les gens ne prennent plus au sérieux ses paroles. Cela relève aussi du fait qu'il est largement connu en Allemagne et dans les autres pays européens que ce sont les Américains, les Britanniques et les Français qui ont envoyé leurs forces spéciales pour mettre le feu aux poudres dans ce conflit qui dure depuis cinq ans. Pourquoi n'a-t-on pas entendu la voix de la chancelière allemande au moment de ces activités illégales de nos alliés? A-t-on entendu la voix de la chancelière lors de ces actes honteux? Il faut aussi se rendre compte que les responsables des guerres menés en violation du droit international, comme Tony Blair, devinrent par la suite les représentants européens précisément dans cette région du Proche- et du Moyen-Orient. Cela signifie que la perversion est devenue un système chez nous. Et on peut se demander dans quelle mesure Mme Merkel a contribué à faire déferer le Premier ministre britannique auprès de la Cour pénale internationale de Den Haag? Ce fut tout de même le début de ce que nous vivons actuellement. C'est bien ce dont se rend compte une bonne partie de la population en Allemagne.

Source: <https://de.sputniknews.com/politik/20161216313802241-wimmer-aleppo-berichterstattung> du 16/12/16

(Traduction Horizons et débats)

Les tâches du nouveau gouvernement des Etats-Unis

par Myret Zaki, rédactrice en chef de «Bilan»



Myret Zaki (photo mad)

D'innombrables analyses préélectorales ont jugé, à tort, que le respect des convenances, la connaissance des dossiers et l'expérience politique permettraient sans faute possible à Hillary Clinton de remporter la présidentielle américaine, et qu'à l'inverse, l'impréparation de Donald Trump aux plans factuels et techniques, son langage viril et son inexpérience politique, ne lui laissaient aucune chance de victoire.

Ce raisonnement très scolaire s'est avéré largement hors sujet. Il apparaît que ce n'est pas un fonctionnaire ou un technocrate qui est recherché, ni un candidat d'expérience et de réseaux. Un leader a certes avantage à être bien instruit de ses dossiers, respectueux, bon élève; mais ce ne sont là en réalité que des qualités annexes, au vu du degré d'urgence et d'action voulu par les électeurs.

Ce qui semble par contre absolument nécessaire, surtout dans le contexte de l'Amérique d'aujourd'hui, c'est pointer du doigt les problèmes les plus criants (guerres, immigration, dérives de la politique moné-

taire), peu importe si on y met les formes, et avec vigueur de préférence.

C'est de communiquer du charisme, de la puissance, du caractère, la volonté de changer les choses, de se démarquer d'un establishment usé et en perte de légitimité, et de capter des pans de la population trop longtemps délaissés. Et surtout, au vu de l'urgence, de ne pas faire de politiquement correct ni donner dans le langage RP, si peu authentique. Le véritable pied de nez de Trump, c'est qu'un milliardaire de droite, sans fibre sociale ni humanitaire, ait pu rallier à lui les classes populaires, parce qu'il donne l'impression de les comprendre mieux que les gentils démocrates progressistes et propres sur eux, respectueux des genres et des minorités, et au langage courtois et aseptisé.

Que lègue Barack Obama à son successeur?

En réalité, ce n'est pas tant l'anti-Clinton qui a gagné cette élection, que l'anti-Obama. Cette élection est un désaveu évident du président sortant, dans la mesure où les valeurs et les politiques qu'il incarne, sur la base desquelles il a mené une campagne intensive pro-Clinton, n'intéressent plus la majorité des électeurs. Elles intéressent tout au plus les élites satisfaites de Manhattan ou de San Francisco,

mais on ne peut plus, ni comme démocrate ni comme républicain, s'illusionner en pensant que la Silicon Valley et Brooklyn soient le moins du monde représentatives de l'Amérique.

En outre, la politique belliciste du Prix Nobel de la Paix Barack Obama est dans une impasse. Le démocrate, à qui certains va-t-en-guerre d'ici et d'ailleurs ont réussi à reprocher son «retrait» militaire du reste du monde, est en réalité le président sous lequel plus d'assassinats par drones ont été effectués que sous l'ère Bush, et il est empêtré jusqu'au cou dans les guerres au Moyen-Orient, où, à peine après le désengagement des troupes d'Irak, il a soutenu de façon couverte, puis ouverte, des factions djihadistes (Etat islamique, Syrie, Irak, Afghanistan, Libye).

Cette politique ne peut se dédouaner des flux migratoires et des attentats djihadistes qui touchent l'Occident. Quant au réveil de la guerre froide avec la Russie de Poutine, dont les tensions géopolitiques en Ukraine et en Crimée ne sont que la partie émergée de l'iceberg, c'est peut-être là la pire menace pour l'hégémonie américaine dans le monde. La Russie fait barrage aux prétentions américaines au Moyen-Orient; la Chine offre à cette dernière son soutien au Conseil de sécurité de l'ONU. L'influence de ces deux puis-

sances satellise autour d'elles d'autres pays hostiles et peu ou pas alignés sur les intérêts américains (Iran, Syrie, Egypte, Turquie, Philippines... sans compter des pays d'Amérique latine).

Les traités de libre-échange Pacifique et Transatlantique sont au point mort. A l'heure où l'endettement américain atteint 20 000 milliards de dollars, que 44 millions d'Américains sont à la soupe populaire depuis 2008, et que le taux de chômage réajusté pour inclure les chômeurs découragés de longue durée est plus proche de 25%* que des prétendus 5% affichés par le taux officiel, peut-être était-il temps que l'Amérique mette fin à son expansion forcée et s'occupe de ses affaires intérieures.

Il ne faut pas se méprendre. L'arrivée de Donald Trump ne garantit en aucun cas la résolution des problèmes extérieurs et intérieurs de l'Amérique. Mais l'espoir d'une fin de la guerre froide avec la Russie, d'une protection des frontières américaines et d'un branle-bas dans l'establishment politique a suffi, pour l'heure, à lui conférer les pleins pouvoirs.

Source: Bilan du 9/11/16

* Voir les statistiques retraitées par le site Shadow Statistics: www.shadowstats.com

Conserver intact le Modèle Suisse

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

La démocratie directe et les droits politiques des citoyens, le fédéralisme et l'autonomie des communes, la neutralité perpétuelle armée reliée à l'engagement en faveur des bons offices et de l'aide humanitaire – voilà les piliers du modèle Suisse étant exemple et porteur d'espoir pour de nombreuses personnes au monde. Mais ils ne subsistent pas tout seul: tout citoyen suisse est co-responsable du maintien des piliers de notre modèle d'Etat. Ci-dessous, nous allons évoquer quelques problèmes actuels étant en suspens dans notre Confédération suisse.

Une question centrale actuellement est la relation tendue entre la démocratie directe et les accords de la Suisse avec l'UE. Nous ne voulons pas trop en parler ici, car on en débat déjà assez dans tous les médias suisses et de nombreux médias étrangers. Juste une considération fondamentale s'impose.

La démocratie directe et la subordination à des puissances étrangères sont absolument contradictoires

La majorité des membres du Conseil national et du Conseil des Etats le dit de façon claire et nette: nous ne sommes pas d'accord de mettre en œuvre l'article constitutionnel sur la gestion de l'immigration de masse par une loi correspondante. Nous ne voulons pas, le cas échéant, renégocier l'Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE.

Peut-être que cela n'est pas si mauvais, que ceux qui opinent de la tête dévoilent enfin leur jeu. Ainsi, forcent-ils tout citoyen à se poser très concrètement la question fondamentale suivante: quel avenir est-ce que je veux pour la Suisse? Si le Parlement refuse, aujourd'hui déjà, de tenir compte de la volonté du peuple, uniquement parce qu'un des plus de 100 accords bilatéraux avec l'UE ne pourrait pas correspondre à une nouvelle réglementation suisse – comment cela se passera-t-il, si la Suisse se rapprochait encore d'avantage de l'UE? Si nous approuvons un accord-cadre institutionnel en nous subordonnant ainsi directement à la jurisprudence de la Cour de Justice européenne – quelle part de notre ordre étatique de démocratie directe nous restera-t-il encore? Là, où les Etats membres de l'UE avec une démocra-

tie représentative se plaignent depuis des années, que leurs parlements nationaux, et à fortiori les parlements régionaux (comme en Allemagne ou en Autriche), n'ont pratiquement plus rien à délibérer et à décider, car la centrale de Bruxelles décide de pratiquement tout...

Abandon de la démocratie directe? Ou bien voulons-nous empoigner la chose nous-mêmes dans les cantons, à l'instar des électeurs tessinois ayant, en accord avec la Constitution fédérale, accepté leur initiative populaire «Prima i nostri!».¹ Il faut espérer que les Tessinois resteront fermes envers la Berne fédérale, quand il s'agira de garantir leur nouvel article constitutionnel. D'autres cantons s'y joindront volontiers.

A l'échelon fédéral, il n'y a, concernant les projets de loi anti-démocratiques que le Conseil fédéral veut soumettre au peuple, ainsi que ceux, chétifs, à propos de l'immigration, qu'une seule et unique réponse: non, non et encore non!² En ce qui concerne l'attitude de refus du Parlement, nous citoyens, nous retenons chaque nom des «représentants du peuple», qui préfèrent représenter l'UE plutôt que leurs électeurs – les prochaines élections viendront avec certitude... Nous allons stopper ce coup d'Etat contre le souverain!

Le règne de l'administration mine le fédéralisme et l'autonomie communale

Dans le cadre de la globalisation et du rattachement à l'UE, nos autorités fédérales et cantonales négligent de plus en plus souvent les règles fondamentales, judicieuses et démocratiques encourageant la rigueur financière de l'Etat fédéral (souveraineté cantonale, autonomie communale et principe de subsidiarité).

Nous avons souvent décrit l'atteinte portée à la souveraineté constitutionnelle des cantons dans le domaine scolaire par l'action autarcique de la *Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique* (CDIP). Il y a également des départements de l'administration, à l'instar de l'*Office fédéral de la santé publique* (OFSP) ou l'*Office fédéral de l'environnement* (OFEV), qui échappent depuis des années à tout contrôle dans leur gestion humaine et financière en se dotant sans cesse de nouvelles tâches «interconnectées» (c'est-à-

dire liées à des équipes administratives de l'UE et de l'OCDE), afin d'engendrer un nombre croissant de places bien payées. A cette fin, ils incitent certains parlementaires fédéraux à contribuer à faire passer des accords internationaux, des réglementations centralistes ou des crédits généreux. Pénalisés sont – outre les contribuables – la structure fédéraliste de la Suisse et les droits de décision démocratiques des citoyens.

Exemple OFEV: Nouvelle politique régionale – un régime centraliste de l'administration

L'OFEV comprend 492 postes et a à disposition pour l'année 2016 un budget d'environ 1,5 milliards de francs.³

C'est un fier budget pour seulement un office fédéral – si l'on considère, que pour certains parlementaires par exemple les 5 milliards annuels pour la défense nationale leur semblent exagéré! Parmi les flux d'argent passant par l'OFEV, il y a entre autre 3 milliards de francs, pris sur le fonds de «l'aide aux investissements dans les régions de montagne» (LIM) et transmis dans la «Nouvelle politique régionale» (NPR). La LIM était une institution correspondant à l'image de l'Etat suisse, économe et efficace, offrant des crédits pour des projets d'infrastructure dans les régions de montagne, qui étaient remboursés à près de 100%, ce qui permit d'utiliser les fonds à nouveau pour d'autres projets.

Cette institution ayant fait ses preuves fut transformée, il y a 10 ans, en un fonds pour le développement régional selon le modèle de l'UE. L'objectif principal de la politique régionale de l'UE est surtout l'élimination des frontières étatiques et des Etats-nations au profit d'un Etat unifié centraliste. «Tant sur le plan des buts que des critères d'engagement à raison de la matière et du lieu, la NPR est conforme [...] aux orientations de la politique de cohésion et de la politique structurelle de l'Union européenne.» Ainsi le formulait le Conseil fédéral dans son message du 16/11/05.⁴ Une comparaison absolument absurde: la Suisse n'est ni une formation multinationales d'Etats devant soutenir sa cohésion intérieure pour ne pas se désagréger, et pas davantage n'y a-t-il en Suisse un écart de prospérité comme dans l'UE, autre-

fois, entre les Etats de l'Europe de l'Est et de l'Ouest. La majorité du Parlement approuva la Loi fédérale sur la politique régionale et donc aussi la planification de l'UE entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Cette loi est aujourd'hui la base de distribution de fonds publics en grande quantité et à fonds perdu comme dans l'UE.

Ainsi par exemple pour les soi-disant «Parcs naturels régionaux» (PNR), ayant été installés sous la responsabilité de l'OFEV avec le but de placer les territoires des communes participantes sous le contrôle d'une centrale de pilotage «professionnelle» sur place. Celle-ci veille à l'imposition du prétendu «changement d'us et coutumes» [«Habit change»] selon la politique régionale de l'UE, donc l'édification de biotopes pour animaux et plantes aux frais de l'espace vital des gens. Afin qu'elle puisse faire tout cela sans ambages, le Conseil fédéral ou plutôt l'OFEV a créé une *Ordonnance sur les parcs*, qui prescrit de conclure et appliquer une *Charte de parc* établie pour une durée minimale de dix ans sans possibilité de la révoquer.⁵ En signant cette charte, les communes participantes «mettent à disposition leur territoire pour le périmètre du parc»,⁶ c'est-à-dire, qu'ils abandonnent leur autonomie communale et les droits décisionnels démocratiques des citoyens pendant dix ans.

C'est ce qui s'est passé cet automne dans le «Parc naturel régional de Schaffhouse», le premier parc naturel suisse transfrontalier, qui a malheureusement abouti malgré la lutte active d'un comité d'opposition. La population a été écrasée par une énorme campagne de propagande, car finalement les emplois lucratifs des «spécialistes» du siège administratif étaient en jeu. Les communes qui s'y étaient déjà opposées deux fois au cours des dernières années dans leurs assemblées communales, ont été manipulées par des soutiens financiers, par des mensonges (le parc naturel ne causerait aucune restriction, le label des produits ne coûterait rien etc.) et par des menaces (sans le label du parc, ils ne pourraient plus vendre leurs produits), pour voter une troisième fois. Malheureusement la majorité des communes n'ont pas résisté à ces pressions.

Suite page 5

Le déclin voulu de l'Armée suisse

par Albert A. Stahel, Institut für Strategische Studien, Wädenswil



Albert A. Stahel
(photo mad)

Jusqu'en 1995, l'armée suisse était une armée de milice dont la tâche principale était la défense de la Suisse en cas de guerre. L'équipement, l'armement et l'organisation de cette armée étaient basés sur le concept de la défense nationale du 6 juin 1966.

Grâce aux 400 000 conscrits pouvant être convoqués lors d'un service actif ainsi qu'aux nombreux obstacles artificiels, installations de protection et ouvrages minés préparés, une défense étendue du pays contre un agresseur aurait été possible en cas de guerre. Un tel agresseur aurait dû faire face à une armée bien préparée et bien équipée qu'il n'aurait probablement pas pu surmonter.

En 1995, *Adolf Ogi*, le conseiller fédéral d'alors, était chef du *Département militaire fédéral* (DMF). Il s'est laissé convaincre par des agents pro-américains et des officiers de métier formés à Fort Leavenworth aux Etats-Unis que l'armée de milice suisse était dépassée et qu'elle devait être remplacée par une armée opérationnelle correspondant aux normes de l'OTAN. La nouvelle armée devrait être nommée *Armée XXI*, à l'instar du projet de réforme de l'armée américaine. Pour arriver à former une armée de l'OTAN pleinement opérationnelle, il faut éliminer les structures et les relations historiques entre l'armée et les cantons.

Dans une sorte d'euphorie extrême et de monde imaginaire, on crut utile de brader le matériel et les armes «excédentaires», de liquider les arsenaux et les grandes organisations et de réduire l'armée à un effectif de 220 000 hommes. Dans cette euphorie, le conseiller fédéral Ogi a renommé son département en *Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports* (DDPS) ce que certains attachés de défense en Suisse ont accueilli avec un sourire narquois en proposant pour l'abréviation allemande de VBS: «Volleyball, Basketball, Schwimmen». Par ce projet de réforme, on n'a pas seulement éliminé une tradition militaire suisse existant depuis plus de 150 ans, mais également privé notre pays de sa capacité de défense.

Armée XXI n'a pu être réalisée que sous le successeur de M. Ogi, donc le conseiller fédéral *Samuel Schmid*. En dépit de la nouvelle situation mondiale après les attentats de New York du 11 septembre 2001, M. Schmid a insisté, dans une sorte de loyauté inconditionnelle envers le conseiller Ogi, sur la mise en œuvre du projet d'Armée XXI. Mais très vite les faiblesses structurelles et l'insuffisance de remplir sa mission de défense se sont avérées. Pour éliminer les principales lacunes et faiblesses, le conseiller fédéral Schmid imposa l'*Etape de développement 08/11*.

Après la démission forcée du conseiller fédéral Schmid suite à une affaire concernant le chef de l'Armée, l'*Etape de développement 08/11* s'avéra être un patchwork et donc un fiasco. Désormais, tous les espoirs se concentraient sur son successeur,

le conseiller fédéral *Ueli Maurer*. Celui-ci donna d'abord l'impression de vouloir corriger les erreurs et revenir sur le démantèlement de l'armée de milice commis par ses prédécesseurs. Mais, très vite, M. Maurer lança un nouveau projet de réforme, le *Développement de l'armée* (DEVA). Désormais, il s'agissait non seulement de mettre à la casse ou de brader à l'étranger des armes lourdes «surnuméraires», telles que des chars de combats et des obusiers automoteurs, mais également de réduire les effectifs de l'armée à 100 000 hommes. Pour la mission centrale de l'armée – la défense du pays – on ne prévoyait plus que 30 000 hommes! Toute personne sensée comprendra qu'une telle mission est impossible à remplir.

Avec le refus de l'acquisition de l'avion de combat suédois *Gripen* par la majorité du peuple en 2014, un signal mettant en cause le pouvoir de Maurer sur le DDPS était donné. Une armée ne disposant pas d'une défense aérienne opérationnelle est inutilisable pour la défense d'un pays. Malgré la critique de la part d'officiers de milice, le conseiller fédéral Maurer resta fermement attaché à son DEVA.

Lors de l'élection de *Guy Parmelin* au Conseil fédéral et sa reprise du DDPS en 2016, de nombreuses personnes naïves espèrent encore un revirement suspendant le projet insensé du DEVA. Loin de là. Depuis que le référendum contre le DEVA fut empêché à la suite d'un sabotage par la classe politique, le conseiller fédéral Parmelin, ne semblant malheureusement posséder que peu de connaissances des questions

spécifiquement militaires, resta – poussé par son principal conseiller l'ambassadeur *Christian Catrina* – aussi fermement attaché au DEVA. En raison de cette situation, il faut s'attendre à ce que la Suisse ne dispose très bientôt plus d'une armée opérationnelle, et ne puisse donc plus assurer une défense efficace du pays.

Ces réflexions ne reflètent pas seulement le déclin de l'armée suisse, mais également le pas fait volontairement vers une catastrophe que connaîtront probablement uniquement nos descendants. L'actuelle déstabilisation de la situation stratégique en Europe, au Moyen-Orient et en Asie orientale, laisse entrevoir maintenant déjà, selon la célèbre inscription sur le mur de Babylone,¹ le désastre à venir. Quasiment incroyable, on réalise que M. Parmelin est le quatrième chef du DDPS d'affilée, émanant de l'UDC, se laissant instrumentaliser par l'aide-fourrier et ambassadeur *Catrina* pour adapter notre défense du pays aux normes de l'OTAN. En effet, sous le conseiller fédéral Ogi on tua – sous l'influence des sirènes soumises aux Etats-Unis au sein du département de la défense – l'armée de milice. Sous le conseiller fédéral Schmid, les restes de l'armée furent mis en bière et le conseiller fédéral Maurer et ses assistants l'ont finalement enterrée. Maintenant, sous le conseiller fédéral Parmelin, il ne reste plus que le détroissement du cadavre.

Source: Institut für Strategische Studien du 11/12/16

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ Daniel 5, 26: Mene, Mene, Thekel, Upharsin

Le refus du projet de parc national «Adula»

«Le résultat montre qu'il est possible de résister à la bureaucratie et au centralisme en collaborant»

Une interview de Leo Tuor*

Leo Tuor
(photo mad)

Après 16 années de préparatifs et de subventions publiques s'élevant à plus de 10 millions, les 17 communes concernées ont voté entre le 24 et le 27 novembre 2016 sur le projet d'un second parc national dénommé «Parc Adula». Les habitants ont refusé le projet

malgré une propagande massive des partisans. Dans l'interview ci-dessous, Leo Tuor, membre du comité «na nein no Parc Adula», explique ce résultat.

Horizons et débats: Pourquoi le refus du projet de parc national «Parc Adula» est-il important?

Leo Tuor: Aux Grisons, nous avons déjà un Parc National. Cela suffit. En plus, nous avons trois parcs naturels et maintenant, on nous parle déjà d'un parc international dans la vallée du Prättigau englobant le massif du Rätikon des deux côtés, suisse et autrichien. Ainsi, on pourrait faire de la Suisse un seul parc, abolir les 289 labels et réintroduire l'ancien label, l'arbalète représentant la qualité et la fiabilité suisse: une arbalète rouge pour la qualité conventionnelle, une arbalète verte pour la vraie qualité bio, et une arbalète jaune pour la pseudo qualité bio ne servant qu'à l'obtention de subventions.

Le refus du Parc Adula est un signal important pour Berne indiquant que nous ne craignons pas une limitation de la liberté mais que nous en avons marre des réglementations. En plus, nous avons bien deviné que le concept suisse des parcs est une misérable flibusterie. Nous n'apprécions point le baratin pathétique de «visions» et de «planifier le futur». Les montagnards ne pensent pas en termes d'économie planifiée, de fusions et de centralisme.

Comment le petit groupe des opposants au parc a-t-il réussi à convaincre malgré les moyens financiers massifs et la présence énorme dans les médias des partisans du parc?

L'alternative «Parc Adula ou l'apocalypse» était un peu trop simple pour le citoyen. Car, sous un parc national on entend la nature, mais le projet prétendait la promotion de l'économie. La vente du projet comme parc

* Leo Tuor, né en 1959, a passé 14 étés sur la plaine de la Graina en tant que berger. De 1989 à 2000, il a travaillé à l'édition de l'œuvre complète en six volumes de l'historien et poète national romanche Giacun Hasper Muoth. Leo Tuor habite avec sa famille à Val. Il écrit des romans, des contes, des textes courts et des essais. Il a obtenu divers prix: en 2012, de la «UBS Kulturstiftung» de Zurich pour son œuvre complet; le Prix du Conseil international de la chasse CIC (Afrique du Sud) pour «Settembrini»; le Prix littéraire des Grisons en 2009; le prix de la «Schillerstiftung» en 2007. (www.tuors.ch)



(photo mad)

naturel ne se faisait qu'en plaine. Le projet Adula n'a jamais été crédible, ses partisans n'avaient pas de charisme et n'atteignaient pas le peuple. C'était une bataille de rebelles contre des avocats. Les avocats ne sont jamais bien entendus par le «bas peuple». On ne peut pas convaincre seulement avec des millions et du blabla. Ça sentait tout le long la propagande. La plupart des gens a refusé de se laisser acheter.

Comment était la collaboration avec les adversaires tessinois du Parc?

Nous ne nous sommes pas perçus comme des habitants de différents cantons, mais comme montagnards/montanari, avec la même identité. Il n'y avait pas de problèmes de langue. Nous les Romanches, nous comprenons l'italien, mais pour parler et argumenter, c'est plus difficile. En plus, les montagnards et les paysans n'ont pas le verbe facile comme les avocats; mais le peuple, moins éloquent lui aussi, nous a bien compris. Déjà Moïse avait ce problème de langue (Ex. 4,10) mais il conduisit quand même son peuple entêté à travers le désert de la vie.

La controverse autour du Parc Adula nous a rapprochés des Tessinois, car nous vîmes que notre identité, donc la montagne, est la même. Tous les deux, nous aimons la montagne, mais nous ne l'idéalisons pas trop car elle est difficile et dangereuse, parfois impitoyable. La collaboration n'était ni bureaucratique ni compliquée. Nous avons eu une seule réunion sur le col du Lukmanier, où, en plus, il y avait peu de Grisonnais car c'était la saison de chasse principale et alors ils sont inabordables.

Quelles conclusions tires-tu personnellement de toute cette controverse?

J'ai conclu qu'il faut être crédible, honnête et unificateur quand l'existence est en question: la base de notre existence, ce sont la mon-

tagne et la langue, l'une et l'autre sont liées. Sans les montagnes, on n'aurait pas de dialectes si marqués et le romanche aurait disparu depuis longtemps. Récemment, on voulait nous octroyer, à nous Romanches, une langue unifiée artificielle, le Rumantsch Grischun. Ce projet a coûté des millions mais a échoué, car il est venu de Zurich et de Coire. Là aussi, c'était un problème ville-campagne, centralisme contre fédéralisme. Nous fonctionnons différemment des citoyens. La Suisse n'est pas une grisaille uniforme. Pour cette raison, elle est intéressante. Une autre conclusion est celle-ci: la littérature peut être une épée. Je suis un homme de lettres et j'ai combattu avec des essais contre cette folie. On peut lire dans Giacumbert Nau (1988), mon livre de *Sturm und Drang*, un livre que le gouvernement des Grisons avait longtemps proscrit:

«Le désert croît: malheur à celui qui recèle des déserts!»

«Qu'est-ce qui vous arrive, Monsieur le Président?»

«Vous vous approchez de vos septante ans et vous voulez toujours vendre le terrain? Vous avez spéculé, construit, dévasté votre vallée, et maintenant vous voulez assouvir votre conscience avec un Parc dans les vallées des autres?»

Vous avez bien une suite illustre. Mais rappelez-vous, il y a encore d'autres dans ce monde. Eux, ils veulent vivre dans les montagnes, et non pas dans une réserve indienne. Monsieur le Président, vous êtes vieux; vous ne trouvez jamais la paix? Nous n'apprécions point le futur que vous voulez nous concocter ensemble avec les citoyens. Ils ont détruit leur espace vital. Ça ne leur donne pas le droit de disposer du nôtre. Nos pâturages devront devenir des déserts? Nos forêts prendre le dessus? Et nous devons être leurs derniers mohicans?

Vous ne nous laissez même pas les étoiles. Et mes animaux, où dois-je aller avec mes animaux?

Vauriens, voyous crudivores, faites vos parcs dans vos villes! On en a rien à faire de votre futur que vous nous préparez! Laissez tranquilles mes animaux qui ne vous ont fait aucun tort, sauf de se reposer calmement sous le ciel étoilé. Que le diable vous emporte avec vos conseils! Respectez-nous, ici, nous ne sommes pas en vacances.»¹

Que signifie le résultat pour l'identité des montagnards?

Le danger des Suisses est que chacun ne regarde que pour soi et concocte quelque chose dans sa région, sans s'intéresser à ce que font les autres. Aux Grisons, nous avons une sorte de Suisse en miniature, avec les trois langues et les nombreuses vallées. Dans la partie romanche, nous avons, avec nos cinq langues littéraires, une sorte de Grisons en miniature. Les Romanches aussi, ils couvent quelque chose, chacun pour soi dans sa région. Toute la Suisse a une structure comme une poupée russe avec foulard, chacune un peu plus petite, la plus petite étant le romanche.

Le résultat nous a montré que nous pouvons résister à la bureaucratie et au centralisme en collaborant ensemble. Notre comité a fourni un travail optimal avec un minimum de frais, une petite dépense de temps et avec une infrastructure modeste. Il était fascinant de collaborer avec des gens de gauche et de droite, sans bisbilles de partis et sans posture de pouvoir.

Les partisans du parc refusaient de voir un lien entre Parc et grands prédateurs. Qu'est-ce que tu en penses?

Cela aussi, ce n'était pas crédible, car le loup et l'ours ont toujours quelque chose à faire avec la nature et sont entièrement protégés dans un parc national. Même sous condition d'un assouplissement de la Convention de Berne. Quand cette dernière fut signée en 1979, nous n'avions pas encore de loups et donc pas de problèmes. Aux Grisons, avec autant de parcs, les loups ont beaucoup de liberté, aussi pour se reproduire en toute quiétude. Comment peut-on dire, comme les partisans, que le Parc national protège la nature et les animaux, et à la fois qu'il n'y a pas de lien entre le Parc et les grands prédateurs? C'est illogique et malhonnête. Le loup est un sujet important dans les régions montagneuses des Grisons et dans le nord du Tessin. L'Italie s'y prend autrement; en Italie, on n'est pas si légaliste. Peut-être pourrions-nous apprendre quelque chose de nos voisins?

Merci bien pour cet entretien. •

(Propos recueillis par Rico Calcagnini)

¹ Tuor, Leo. Giacumbert Nau, Zurich 2012, p. 144/145, traduction allemande par P. Eglhoff

«Conserver intact le Modèle Suisse»

suite de la page 4

Heureusement qu'au moins 8 des 17 communes du Tessin et des Grisons se sont opposées dans les urnes le 27 novembre 2016 au Parc Adula, un soi-disant «second Parc national» planifié sur une immense surface de 1200km². Pour qu'il puisse voir le jour, 13 communes auraient dû l'accepter. La Suisse a depuis longtemps un magnifique Parc national. Nous n'avons vraiment pas besoin d'un second. C'est d'ailleurs déjà le huitième parc ayant été enterré par la population.

Nous sommes d'avis que le gros des citoyennes et citoyens suisses a encore un flair sain pour l'importance fondamentale des petites structures fédéralistes – malgré les tentatives de transformer notre pays, ses institutions résistantes et les droits populaires dans une direction néfaste. Et c'est justement parce que nous sommes habitués à ce que l'Etat soit l'affaire des citoyens, et mal-

gré toutes les adversités, que de nombreuses personnes se réunissent pour lutter contre les développements ne convenant pas à notre pays.

Prendre conscience des devoirs de la Suisse neutre

Dans notre presse quotidienne, nous apprenons qu'un officier de liaison suisse est stationné au quartier général de l'OTAN aux Etats-Unis (Norfolk, Virginia). «Là, les Etats membres de l'OTAN planifient l'armée du futur. [...] Les membres tentent de déceler quelles seront les missions de l'OTAN dans 20 ans.» Par exemple, comment les «interventions de maintien de la paix» se présenteront à l'avenir. (*Ostschweiz am Sonntag*, 11/12/16)

Oui, vous avez lu correctement: la Suisse enfreint l'impératif de la neutralité⁷ non seulement par les interventions des l'armée suisse lors des manœuvres de l'OTAN, mais aussi quand elle participe à la planification des missions futures des forces armées de

l'OTAN – sans être elle-même membre de cette alliance transatlantique! En revanche, pour la planification future de la défense nationale suisse l'argent et l'engagement manquent: les forces aériennes sont de plus en plus vétustes et le nombre du personnel de l'armée diminue d'étape en étape car notre pays n'a prétendument plus les capacités suffisantes pour les équiper et les former.

Prendre soin du modèle suisse: cela veut aussi dire de se rappeler quelle est la tâche librement choisie de la Suisse dans le monde. Aussi longtemps que nous avons un pied dans l'OTAN, nous ne sommes guère crédibles en tant que médiateur neutre. Les bons offices, l'aide humanitaire et l'aide au développement par le CICR et d'autres organisations, l'aide en cas de catastrophe et l'octroi de l'asile pour les personnes politiquement poursuivies – cela sont les missions de la Suisse neutre. La capacité de défendre le pays en fait naturellement aussi partie. Mais ce qui n'est pas acceptable, ce sont des mis-

sions militaires sous les ordres de l'OTAN, ni des manœuvres en Europe de l'Est, ni des planifications au quartier général de l'OTAN. Par un retrait du «Partenariat pour la Paix (PpP)», la Suisse regagnerait sa crédibilité en tant qu'intermédiaire neutre et aurait en plus davantage de moyens pour s'offrir à nouveau une armée défensive bien équipée. •

¹ cf. *Horizons et débats* n° 23 du 17/10/16

² Une information plus complète suivra dans une prochaine édition.

³ www.bafu.dmin.ch/org/09606/index.html?lang=de#sprungmark0_38

⁴ 05.080 Message concernant la nouvelle politique régionale (NPR) du 16/11/05, p. 264

⁵ Ordonnance sur les parcs d'importance nationale du 7 novembre 2007, art. 26 al. 3

⁶ *Regionaler Naturpark Schaffhausen. [Parc naturel régional de Schaffhouse]. Managementplan für den Betrieb*, p. 128

⁷ cf. «Armée suisse – halte stop et retour au mandat constitutionnel!» in: *Horizons et débats* n° 8 du 18/4/16

L'Allemagne en mutation

par Karl Müller

Le 9 décembre 2016, le mot «postfaktisch» [post-factuel] a été élu *mot de l'année* par la *Gesellschaft für deutsche Sprache* [Société pour la langue allemande]. Dans l'exposé des motifs, on nous explique que de plus en plus souvent, que ce soit dans un raisonnement ou dans les discussions politiques et sociales, ce sont les émotions qui prennent la place des faits. Des couches sociales toujours plus larges se sentent disposées à rejeter «ceux qui sont là-haut», toujours prêts à ignorer des faits ainsi qu'à accepter les mensonges même flagrants. Sur ce point, le mot révélerait un changement politique profond.

La *Société pour la langue allemande* a fourni, par son choix et son argumentation une indication claire sur la polarisation ciblée de l'Allemagne contemporaine, à savoir la tentative de «ceux qui sont là-haut» d'écarter les critiques à leur égard, et de présenter les choses comme s'ils avaient eux-mêmes orienté la façon de penser et d'agir selon les «faits» et la «réalité», et se montraient donc par-là «raisonnables» tandis que les critiques seraient eux «émotifs» au sens de «déraisonnables», «ignoraient les faits» et même «accepteraient les mensonges».

Faut-il retirer tout pouvoir aux citoyens?

De façon tout à fait évidente, on veut «retirer tout pouvoir» aux citoyens. Et lorsqu'on intègre le fait que le mot «Brexit» occupe la deuxième place parce que le résultat du référendum aurait été un «triomphe de la politique post-factuelle», le but de cet exercice de vocabulaire devient manifeste. Il ne manquait que de mettre le mot «populiste» à la troisième place; car pour «ceux qui sont là-haut» ce sont les «populistes» qui attirent le peuple stupide vers le «post-factuel» si bien qu'il y a, par exemple, des référendums dont les résultats ne conviennent pas du tout «à ceux qui sont là-haut».

Ce sont justement les cercles de pensée qui voient le mot de «dictature du relativisme» (Pape Benoît XVI) dans tant de questions du vivre-ensemble, qui veulent museler la critique de leurs positions et de leurs médias tout-puissants avec le mot «post-factuel» et manipuler la liberté d'opinion au moyen de théories complotistes non démontrées et de leurs instruments de pouvoir.

Des millions de victimes des mensonges des politiques et des médias tous puissants

Là-dessus, le 12 décembre 2016, on pouvait lire sur la page Internet *www.nachdenkseiten.de* en référence aux mensonges de nos hommes politiques et des tous puissants médias qui leur sont inféodés: «Les *fake news* peuvent être extrêmement dangereuses et sont responsables de millions de victimes. Les «fake news» qui se sont révélées particulièrement dangereuses étant celles qui sont diffusées non seulement sur les médias sociaux, mais dans les médias classiques.» Le texte liste trois exemples parmi tant d'autres: le mensonge selon lequel des soldats irakiens auraient arraché des nourrissons hors des incubateurs au Koweït en 1990; le mensonge du «Plan Fer à cheval» pendant la guerre de l'OTAN contre l'ex-Yougoslavie; les mensonges du ministre des Affaires étrangères américain *Colin Powell*, le 5 février 2003 au Conseil de sécurité des Nations Unies, au sujet des prétendues armes de destruction massive irakiennes.

Le mot juste pour cela est grotesque; car le rire nous reste dans la gorge, quand on scrute plus exactement et saisit ce qui se passe réellement. Oui, il faut distinctement caractériser ces procédés. C'est ainsi seulement qu'on ne pourra être désorienté ni dénié de sa perception; car c'est le but de la campagne: «Nous qui sommes là-haut» nous faisons bien les choses, ne vous laissez pas tromper par les «populistes» et suivez nous plutôt... Et contre ceux qui ne sont pas disposés à nous suivre, nous agissons avec nos instruments de pouvoir.

Mais comment cela se passe-t-il «réellement» en Allemagne avec «ceux qui sont là-haut»?

L'ordre et l'Etat de droit

«Ceux qui sont là-haut» ne devraient en principe pas exister. Tout au moins selon

«La Révolution française a supprimé les privilèges du premier (la noblesse) et du second état (le clergé), et de par la loi fondamentale de 1949, ceci est également valable pour la République fédérale allemande. Ceux qui occupent des fonctions publiques ou sont «mandatés par le peuple» donc élus, sont attachés à l'Etat de droit et sont en principe les «serviteurs» du peuple – ce qui s'exprime, par exemple, dans la traduction littérale du mot «ministre» – et n'occupent de fonctions publiques que pour un certain temps – et de ce laps de temps, les citoyens doivent décider.»

L'Etat de droit; car l'Allemagne est, d'après sa Constitution, une démocratie dans laquelle tout pouvoir émane du peuple et dans laquelle tous les citoyens sont égaux en droits. La Révolution française a supprimé les privilèges du premier (la noblesse) et du second état (le clergé), et de par la loi fondamentale de 1949, ceci est également valable pour la République fédérale allemande. Ceux qui occupent des fonctions publiques ou sont «mandatés par le peuple» donc élus, sont attachés à l'Etat de droit et sont en principe les «serviteurs» du peuple – ce qui s'exprime, par exemple, dans la traduction littérale du mot «ministre» – et n'occupent de fonctions publiques que pour un certain temps – et de ce laps de temps, les citoyens doivent décider.

Et puis, il y a les citoyens qui ont beaucoup plus d'argent que leurs concitoyens, qui sont des «personnalités», qui donnent le ton dans les médias et cetera et cetera. Mais pour ces

toral, et cela de plus en plus fréquemment, alors il ne s'agit pas là d'«émotions», mais d'un «fait» qui provoque, cependant, aussi légitimement des émotions. L'Homme n'est pas un robot.

Comment expliquer ces décisions politiques fondamentales, telles l'introduction de l'euro, l'accumulation des pouvoirs dévolus aux institutions de l'UE, les interventions de la Bundeswehr à l'étranger, la politique de migration de la Chancellerie fédérale – allant à l'encontre de la volonté de la majorité des citoyens – et que la prise de ces décisions soit légitimée auprès de la population comme l'expression d'un «leadership» – en passant outre le fait qu'une fois déjà, l'Allemagne a eu un leader – un «Führer»?

Peut-on nommer concrètement les intérêts et les buts des cercles, pour lesquels «ceux qui sont là-haut» s'engagent davantage que pour la majorité des citoyens? On peut analyser les décisions qui sont prises,

«[...] une structure de pouvoir et de décision est en effet apparue, qui évolue au-delà du droit et de la loi, en dehors du contrôle et de la séparation des pouvoirs, en dehors du cadre constitutionnel ... donc anticonstitutionnel. Et quand de nombreux citoyens ont l'impression que leurs élus sont de plus en plus contraints d'adhérer à d'autres idées et d'autres intérêts que ceux de leur corps électoral, et cela de plus en plus fréquemment, alors il ne s'agit pas là d'«émotions», mais d'un «fait» qui provoque, cependant, aussi légitimement des émotions. L'Homme n'est pas un robot.»

gens aussi, c'est le même principe que pour les hommes politiques occupant des fonctions publiques. Avec cette exception qu'ils ne dépendent légalement pas de la volonté du peuple. Mais même au sujet de la propriété, on dit dans l'article 14 de la Loi fondamentale que «son usage [...] doit en même temps servir au bien de la communauté».

Pourtant, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, on constate que ce petit groupe, au sein de l'ensemble de la population, se connaît personnellement à la perfection, se réunit fréquemment, célèbre des fêtes en commun et participe à des groupes de discussion – aussi au niveau international – ... et que là, on aborde et on prend des décisions, également concernant des questions politiques et économiques.

Des structures de pouvoir anticonstitutionnelles

Malheureusement, nous nous sommes habitués à ce «fait»; une structure de pouvoir et de décision est en effet apparue, qui évolue au-delà du droit et de la loi, en dehors du contrôle et de la séparation des pouvoirs, en dehors du cadre constitutionnel ... donc anticonstitutionnel. Et quand de nombreux citoyens ont l'impression que leurs élus sont de plus en plus contraints d'adhérer à d'autres idées et d'autres intérêts que ceux de leur corps élec-

et discerner envers qui elles ont été favorables, et envers qui, défavorables. Et on peut essayer d'associer des idéologies à ces décisions.

Stratégie de groupes marginaux

Un exemple: *Herbert Marcuse*, le représentant sans doute le plus radical de l'«Ecole freudo-marxiste de Francfort», avait, après la Seconde Guerre mondiale, émit le postulat selon lequel, dans les conditions de l'époque, il ne fallait plus espérer faire agir la classe ouvrière classique en tant que sujet révolutionnaire. Elle était trop fortement manipulée par la famille autoritaire et ennemie du plaisir, par l'école et les médias et corrompue par la consommation. Il en allait tout autrement pour les «groupes marginaux» très ouvertement «désavantagés» et «réprimés» tels que les femmes, les non-hétérosexuels, les «consommateurs» de drogues, les étrangers, etc. Tous ceux-là pourraient ainsi développer un potentiel révolutionnaire. Certains pans de la «gauche» de l'époque misèrent désormais sur cette stratégie et espéraient voir se réaliser des changements sociétaux radicaux au travers de l'«émancipation» des groupes marginaux. Aujourd'hui, en 2016, cette idéologie peut rétrospectivement se targuer d'un grand succès, ayant promu leur idées des «droits

«Il est cependant intéressant de voir qui a à nouveau chanté les louanges de Mme Merkel au cours des semaines passées après qu'elle l'ait déjà été durant les années écoulées: portée par une vague géante d'adulation des médias, avant tout la presse allemande du groupe Springer et du groupe Bertelsmann. On peut donc se demander quels intérêts, quelles idéologies et quels pouvoirs ces consortiums de médias représentent. Ce qui est sûr: tous ces médias ont totalement soutenu la politique belliciste des Etats-Unis depuis les années 1990 – et c'est pourquoi on doit comprendre l'expression «dernière gardienne du monde libre» aussi sur le plan militaire; parce qu'il s'agit aussi des de guerres – également contre la Russie.»

de l'homme» jusqu'à l'UE et la Chancellerie fédérale.

Globalisation et libre-échange

Second exemple: la globalisation et le libre-échange. La politique allemande et l'industrie nationale basée sur l'hégémonie économique font tout pour parvenir à réaliser un excédent d'exportation de plus en plus élevé, recruter des «spécialistes» du monde entier et inculquer au monde entier les quatre «libertés» du marché intérieur de l'UE et la «loi fondamentale de la globalisation» – le commerce de marchandises et de services sans restrictions, liberté des mouvements de capitaux, libre circulation des personnes. On est fier d'être le «champion du monde de l'exportation», on s'engage pour le TTIP et la CETA et exige que l'Allemagne soit de plus en plus un «pays d'immigration». On ne parle cependant pas des problèmes liés à cette politique. Par exemple, sur ce que signifie le débauchage des spécialistes à l'étranger: ces gens manquent à leur pays d'origine et à son essor économique. Par exemple, sur le fait que l'excédent d'exportation durable se traduit toujours pour d'autres pays par une vie avec des déficits commerciaux.

La loi de stabilité de 1967, toujours en vigueur, a fourni à la politique allemande, non sans raison, le but d'un équilibre macroéconomique avec comme objectif, le maintien de la stabilité des prix, un taux élevé d'activité, la croissance économique permanente et raisonnable et ... l'équilibre de l'économie extérieure (le carré magique). L'article 109 de la Loi fondamentale oblige le pays de poursuivre avec la gestion budgétaire au niveau national et fédéral (länder) l'objectif d'un équilibre macroéconomique.

La BCE inonde les marchés de capitaux

Non moins problématique est la politique monétaire de la *Banque centrale européenne* qui est portée par la politique allemande – contre la volonté de la *Banque fédérale allemande*. Déjà depuis longtemps, la BCE inonde les marchés de capitaux. Aussi, la plus récente décision de la BCE de maintenir les intérêts à leur plus bas niveau et de prolonger à l'extérieur les achats d'emprunts sur le délai actuel a fait jubiler avant tout une institution: la bourse et le cours des actions. Le marché monétaire spéculatif est déjà gonflé à l'excès de façon irresponsable. Les avertissements adressés à l'égard de cette politique monétaire se font plus véhéments, mais la politique ne change pas. Qui devra payer pour le prochain crash? Et qui en prendra la responsabilité?

Et là-dessus: en Allemagne, en particulier, il est fréquent dans la classe moyenne de placer ses économies afin d'obtenir un rendement modeste à taux fixe. La spéculation en bourse est étrangère à beaucoup d'Allemands. La politique de taux d'intérêt zéro pratiquée par la BCE va à l'encontre de ces épargnants. Leur revenu descend vers le zéro, et de nouveau, la classe moyenne (les PME) finira par payer les pots cassés pour une politique douteuse.

Le secteur des bas salaires devient surpeuplé

Les chiffres officiels de la situation de l'économie allemande et du nombre de chômeurs sont trompeurs. La proportion des personnes menacées par la pauvreté dans le pays n'a pas diminué. Au contraire, les chiffres officiels révèlent une augmentation croissante d'année en année. De nombreux travailleurs, bien qu'ils perçoivent un salaire, restent dépendants des aides publiques. Le nombre de personnes employées dans le secteur des bas salaires est en augmentation et doit encore augmenter. Et on ne voit pas bien comment ces gens pourront assurer matériellement leurs vieux jours.

Le rôle d'Angela Merkel

Après les élections aux Etats-Unis, le «New York Times», l'un des principaux et des plus connus journaux américains, a écrit que la chancellerie *Angela Merkel* serait «la dernière gardienne du monde libre». Le président américain *Obama* est venu en Allemagne avant tout pour faire la cour politique à Mme

Courrier  des lecteurs

La famille en RDA

Vous avez abordé un sujet qui me touche et me préoccupe énormément – la famille en RDA. Je suis né à la fin des années 50 en RDA et j'y ai vécu jusqu'à la fin de cet Etat.

Avec tout le respect que je dois au lecteur qui a récemment écrit un courrier de lecteur critique sur la famille en RDA, je désire faire les remarques suivantes: il a quitté la RDA déjà à l'âge de 9 ans. En tant qu'enfant, on n'a pas encore une vue globale de la situation politique et sociétale. A cela s'ajoute que, quand on quitte la RDA, on a déjà pour cette raison et pour justifier le départ, une vue plutôt critique. Des contacts ou des visites ne peuvent pas remplacer la vie constante en RDA et ne peuvent pas livrer une image complète.

Mon père avait trois frères et sœurs qui sont tous partis après la guerre en Allemagne de l'Ouest (aussi la plus grande partie des proches de ma mère y est partie) – mes parents étaient des réfugiés de la Silésie et de la Poméranie orientale. Mon père a décidé consciemment de rester en RDA. Suite à la perte de sa patrie et au vécu de la guerre, il détestait les nazis et a réalisé que de nombreux hauts fonctionnaires nazis pouvaient continuer leur vie en l'Allemagne de l'Ouest. En RDA, ce n'était pas le cas, les juristes et les enseignants, professeurs d'université etc. membres du parti des nazis furent licenciés. On rompit de manière radicale avec l'époque des nazis et cela a plu à mon père. (Maintenant certains font un tollé – oui, il y avait aussi des exceptions, avant tout dans l'armée – mais c'étaient des exceptions).

Certes, en RDA, il y avait des réglementations idéologiques, et à l'école les enfants étaient éduqués dans l'idéologie de l'Etat. Néanmoins, de nombreuses idées étaient bonnes. Nous avons par exemple été submergés par une éducation pacifique conséquente, nous chantions à l'école maternelle et plus tard à l'école de nombreuses chansons de paix. J'ai encore fait une formation pré militaire et pendant mes études, j'ai dû suivre un camp de défense civile de trois semaines. Il s'agissait toujours de défense,

on n'a jamais été excité, surtout pas dans un sens agressif ou même pour nous préparer à une guerre d'agression. Quiconque l'affirme, ne se tient pas à la vérité. Je suis aujourd'hui encore très reconnaissant à la RDA pour cela. En tant qu'élèves, nous avons visité deux fois un camp de concentration et nous avons vu beaucoup de films contre la guerre et avons lu des livres sur la résistance antifasciste etc. C'était bien ainsi.

De plus, il y avait quelque chose, n'existant pas en Occident, en tout cas pas depuis 1968 – nous fumons, contre toute attente et malgré le passé nazi, éduqué dans le sens d'un fort amour pour la patrie. En cela la RDA a certainement exagéré, par exemple avec le doping dans le sport. La direction de la RDA voulait qu'on soit fier de son pays.

A l'Ouest, il n'y eut après 1945 pas cette attitude antifasciste conséquente, on a tenu beaucoup de choses sous le couvercle. C'est pourquoi il y eut en Occident le fort mouvement éruptif des années 1968, qui, à part de nombreux changements justifiés, a malheureusement dépassé le but et a négligé ou éliminé beaucoup de bonnes choses et des valeurs fondamentales. A mon avis, c'est la différence principale.

Jamais, au cours de ma vie, je n'ai été si heureux comme en RDA. Mon enfance s'est passée de manière très heureuse, et je suis aujourd'hui encore reconnaissant à mon père d'avoir pu vivre en RDA et non pas grandir en Allemagne de l'Ouest. Bien sûr que la famille fut encouragée – quiconque le désirait obtenait une place à l'école maternelle. Les mères pouvaient travailler et elles le voulaient dans la plupart des cas. Le plus important: il n'y avait aucune angoisse existentielle, personne ne restait sans domicile, personne ne devait avoir faim, personne ne subissait le chômage. Voilà des conditions importantes pour le bonheur de mon enfance, car mes parents ne connaissaient pas toutes ces angoisses – notre famille vivait sans aucun soucis.

Malheureusement, je ne puis plus affirmer cela dans ma situation actuelle. Après la

chute du mur vint le chômage et entretemps c'est le travail à temps partiel. On gagne juste assez pour survivre. Le pire – aujourd'hui il faut à nouveau craindre l'éclatement d'une guerre. La constante diabolisation de la Russie par la plupart des médias est insupportable. On est constamment confronté à des mensonges, c'est pourquoi je préfère lire *Horizons et débats*.

Pour prévenir tout malentendu – moi aussi, je vois les aspects critiquables de la RDA, et sa disparition était certainement justifiée. Comme nous avons beaucoup de parents à l'Ouest, je vivais aussi les côtés difficiles de la politique familiale en RDA. Mon père n'a, par exemple, obtenu que trois jours de congé pour participer à l'enterrement de sa sœur. Comme celle-ci vivait à Sarrebruck et nous au bord de la mer Baltique, c'était un long voyage, et il ne put rester qu'un seul jour sur place. La mère de mon père écrivit au chef d'Etat de la RDA pour pouvoir rendre visite à son fils. Plus tard il y eut davantage de facilités pour voyager. C'étaient de sérieuses difficultés pour la famille. Pourtant, il ne faut pas oublier que le jeune Etat de la RDA voulait préserver l'unité du pays.

C'était *Konrad Adenauer* qui tenait à tout prix de faire partie du bloc occidental. Si l'Allemagne avait pu se décider de rester neutre, nous n'aurions pas été divisés et les Russes se seraient retirés. Malheureusement cela n'a pas été le cas.

En tant qu'enfant en RDA on était très estimé, on avait une bonne formation, des gens venaient de la Finlande en RDA pour voir comment ils pourraient profiter de ce système (probablement la bonne réputation du système scolaire finlandais provient de cette époque). Toute formation était gratuite, également à l'université, de bons livres très bon marché, de nombreux bons films (les films de contes de fée de la RDA sont populaires aujourd'hui encore), beaucoup de possibilités pour le sport et la culture, abordables pour chacun. Après la chute du mur,

ce qui nous a surpris en premier, c'était une hostilité manifeste contre les enfants. Suite à des contrats à durée déterminée ou bien au chômage, des peurs existentielles empêchent souvent la réalisation du désir d'enfants. Bref, ne pensons pas en noir et blanc.

Conclusion: en RDA on estimait et soutenait de nombreuses valeurs traditionnelles comme la famille (on obtenait des crédits de mariage de l'Etat, qu'on ne devait pas rembourser en cas de naissance d'enfants). En Occident cependant, la famille est sérieusement menacée par le système (taux élevé de criminalité, menace de perte du travail, pression sociale élevée), les «valeurs modernes» telles l'épanouissement personnel et l'individualisme illimité, perte du sens de la communauté et de la famille, grande insécurité sociale, menaces de guerres et d'une immigration de masse (mais aussi par la farfelue théorie du genre).

Les personnes ayant habité en RDA sont les mieux placées pour juger ce pays. A l'époque de la RDA, j'étais souvent très critique face à l'Etat – mais aujourd'hui des représentations partiales et faussées m'énervent souvent. Le «couronnement» fut l'affirmation lors d'un reportage dans l'émission «Kulturzeit», où l'on affirmait qu'il y avait beaucoup de racisme et d'antisémitisme en RDA. C'était vraiment impertinent et cela ne correspond pas le moins du monde aux faits. Mais c'est un autre sujet.

Et encore une dernière remarque: ce qui m'a beaucoup dérangé plus tard, concernant la RDA, c'était la représentation unilatérale des événements de l'époque dans les médias – et l'interprétation de l'Histoire. Mais entretemps je réalise que l'Etat allemand actuel se comporte de manière très semblable. Autrefois, en RDA, on s'informait également dans les «médias occidentaux», aujourd'hui on s'informe également sur Internet et de temps en temps dans des émissions diffusées après 23 heures.

M. Wenk

«L'Allemagne en mutation»

suite de la page 6

Merkel et pour l'introniser. Même l'édition dominicale de la NZZ suisse a consacré le 20 novembre 2016 un important commentaire de deux pages selon lequel Angela Merkel serait la «dernière de son espèce», en poursuivant: «en Europe avancent les populistes, aux Etats-Unis Trump règnera bientôt et la Grande-Bretagne ne s'occupera que d'elle-même. Dans tout cela, Angela Merkel reste la dernière gardienne du monde occidental libéral. Aujourd'hui, après onze ans à la Chancellerie fédérale, elle semble plus importante que jamais – et pas seulement pour l'Allemagne.»

Il est cependant intéressant de voir qui a à nouveau chanté les louanges de Mme Merkel au cours des semaines passées après qu'elle l'ait déjà été durant les années écoulées: portée par une vague géante d'adulation des médias, avant tout la presse allemande du groupe Springer et du groupe Bertelsmann. On peut donc se demander quels intérêts, quelles idéologies et quels pouvoirs ces consortiums de médias représentent. Ce qui est sûr: tous ces médias ont totalement soutenu la politique belliciste des Etats-Unis depuis les années 1990 – et c'est pourquoi on doit comprendre l'expression «dernière gardienne du monde libre» aussi sur le plan militaire; parce qu'il s'agit aussi de guerres – également contre la Russie.

La Russie diabolisée, encore et toujours

Car la plainte au sujet du peuple «post-factuel» dirigé par les «populistes» en nomme les pouvoirs supposés à l'arrière-plan dans la même phrase: ils seraient placés au Kremlin à Moscou. Le gouvernement russe serait l'ennemi principal du «monde libre», plus dangereux encore que Daech et le terrorisme. Donc, en clair, «la défense du monde libre» c'est la «guerre contre la Russie». Et si l'on regarde de près et qu'on recherche quelles sont les positions prises à l'égard de la Rus-

sie par ceux-là mêmes estampillés de «populistes»: pratiquement aucun d'entre eux ne veut de guerre avec la Russie, ne désire aucun conflit avec la Russie, mais une collaboration et un accord au bénéfice des deux parties.

La façon dont «ceux qui sont là-haut» cherchent des chevaux de Troie de la politique russe a augmenté en intensité et en absurdité. Cela rappelle l'époque du mac-carthysme vers la fin des années quarante et cinquante du siècle dernier, quand tous les critiques de la politique américaine étaient traités de communistes et d'amis des communistes. Maintenant les think-tanks, les services secrets et les politiciens américains ont fait en sorte que ce point de vue soit repris dans tout le «monde libre» – et avant tout en Allemagne. L'«Atlantic Council» américain a publié le 14 novembre 2016 une «étude» intitulée «The Kremlin's Trojan Horses» ainsi qu'une nouvelle liste de ces chevaux de Troie télégués par la Russie. Sur la liste consacrée à l'Allemagne («Key pro-Russian actors in Germany»), on trouve, auprès de *Pegida* et du magazine politique *Compact*, l'*Alternative für Deutschland*, le parti de gauche *Die Linke* le *Deutsch-Russische-Forum*, le *Petersburger Dialog* et aussi le *SPD*, ou plus exactement certains membres du SPD tels *Matthias Platzeck*, *Gerhard Schröder* et *Sigmar Gabriel*, et même le politicien CDU, *Ronald Pofalla* qui figure lui aussi sur cette liste – donc, même des gens qui sont en général assimilés «à ceux d'en haut». Angela Merkel ne se trouve pas sur la liste.

On est allé trop loin

On est allé trop loin. Toutes les clameurs et les cris ne seront d'aucune aide. La tâche consiste à maintenir le nombre des «victimes» de la transition aussi bas que possible. Dans les principaux médias européens (non allemands) aussi, les voix critiques se font plus nombreuses. L'édition germanophone de la page Internet russe de *Sputniknews* – rien de semblable n'a jusqu'ici été mentionné dans les grands médias allemands – rapportait le 6 décembre 2016 un article paru dans le quotidien danois à fort tirage «Politiken», dans lequel on demandait la fin de la «russo-phobie». Il ne peut y avoir aucune sécurité en Europe tant que l'Occident entrave les intérêts de la Russie. Il est dit dans cet article, littéralement: «Ce dont le monde n'a vraiment pas besoin, c'est d'une nouvelle guerre froide.» Il faut abandonner cette mauvaise habitude de stigmatiser de «cheval de Troie poutinien» et d'«idiote» toute personne ne voulant pas participer à la campagne de dénigrement confuse contre Moscou. Dans les médias occidentaux, «chaque russophile» obtient une chronique, «si seulement son article est suffisamment malveillant». «Cependant, personne ne croit aux propos sur l'agression russe. Les débats sur la Russie rappellent l'affirmation selon laquelle la terre serait un disque. Personne ne fait l'effort, de penser hors des sentiers battus pour élucider les raisons de ces mauvaises relations». Et on lit que l'Occident a fait d'innombrables erreurs à l'égard de la Russie: la vantardise lors de la victoire de la

guerre froide contre l'URSS, l'élargissement du contingent de l'OTAN jusqu'aux frontières russes, la désignation de la Russie comme un pays de troisième classe ainsi que la tentative d'attirer l'Ukraine et d'autres pays proches de la Russie vers l'OTAN.

L'Allemagne est devant un choix

En 2017, il y aura en Allemagne d'importantes élections régionales et les élections au Bundestag. En fait, l'Allemagne se trouve devant le choix de consacrer sa politique, son économie et sa vie sociale à la «défense (éventuellement belliqueuse) du monde libre» au sein d'un ordre universel unipolaire dépassé, sous commandement allemand... ou de s'orienter sur la Constitution allemande, le droit international et la poursuite d'une cohabitation avantageuse pour toutes les parties dans un monde multipolaire.

C'est un des faits du monde actuel qu'un grand nombre d'Etats et de peuples dans le monde ne sont plus disposés à obéir au doigt et à l'œil aux puissances occidentales étrangères. L'Union européenne ne sera pas non plus viable sous sa forme actuelle.

L'attaque culturelle des décennies passées a exigé beaucoup trop de victimes et provoque maintenant de plus en plus de résistance.

Mais l'«empire» n'a pas encore abandonné. A présent, l'Allemagne doit sauver la situation en tirant les marrons du feu. Si elle le fait, elle se brûlera les doigts.

L'un des moyens utilisés par le pouvoir impérialiste est la polarisation, l'incitation à la discrimination et à la haine entre groupes de citoyens ou bien aussi contre «ceux qui sont là-haut», afin de provoquer la violence. C'est cela qu'il faut empêcher. Des voies de transition sensées sont nécessaires. On peut en trouver, même en Allemagne, si les personnes impliquées se réunissent en toute honnêteté, en unissant leurs forces et en prennent des décisions claires basées sur les faits... et avec une attitude humaine et loyale. •

«En fait, l'Allemagne se trouve devant le choix de consacrer sa politique, son économie et sa vie sociale à la «défense (éventuellement belliqueuse) du monde libre» au sein d'un ordre universel unipolaire dépassé, sous commandement allemand... ou de s'orienter sur la Constitution allemande, le droit international et la poursuite d'une cohabitation avantageuse pour toutes les parties dans un monde multipolaire.»

Le langage, c'est plus que de la communication

par Eliane Perret, éducatrice spécialisée et psychologue

Souvent, dans le débat sur l'apprentissage précoce d'une langue étrangère, on oublie une thématique importante: comment se développe la maîtrise de la langue maternelle [allemande dans ce cas précis, ndt.]? Nos adolescents, sont-ils préparés à la vie professionnelle et à leurs droits et devoirs de citoyens et citoyennes en Suisse, pays leur offrant de nombreuses occasions de participation grâce à la démocratie directe?

Manque de connaissances en lecture et en écriture

En 2003, la Suisse, sous l'égide de l'*Office fédéral de la statistique* (OFS) participa à une étude internationale de l'*Organisation de coopération et de développement économique* (OCDE).¹ On rassembla des données sur les compétences de base dans les domaines de la lecture et du calcul.² 5200 personnes entre 16 et 65 ans ont participé à cette étude. Quand les résultats furent publiés en 2006, l'étonnement fut grand: on put estimer qu'en Suisse environ 800 000 adultes entre 16 et 65 ans avaient de sérieuses difficultés en lecture et en écriture. Ils ne comprenaient pas des textes simples et/ou ne savaient pas les écrire. Presque la moitié de ces personnes était née en Suisse et y avait parcouru sa scolarité obligatoire. 71% indiquaient qu'une des langues nationales était leur langue principale. En outre, dans cette étude, on trouva qu'environ 8% (donc environ 430 000 habitants suisses) avaient des problèmes à résoudre de simples exercices de calcul.³ En considérant l'importance qu'ont ces facultés pour la vie quotidienne de nous tous, on peut très bien imaginer ce que cela veut dire pour le destin de chacun des concernés.⁴ Puis, il faut également se demander ce que cela signifie pour notre économie nationale.⁵

La formation en alternance est minée

La problématique du manque de connaissances en langues se fait remarquer lors de l'apprentissage, au lycée ou gymnase, aux universités et aux Hautes Ecoles.⁶ Les maîtres d'apprentissage se plaignent rarement des lacunes en anglais de leurs apprentis mais souvent du manque d'une attitude positive face au travail et des lacunes dans les connaissances de bases en allemand et en mathématiques. Cela est d'autant plus important que dans 60% des métiers, ni une deuxième langue nationale ni l'anglais ne sont exigés.⁷ Cependant, la vie quotidienne professionnelle exige des connaissances en écriture et en lecture de l'allemand, ce qui est aussi la condition pour les diverses formations continues. Actuellement, dans les diverses branches, il y a jusqu'à 30% de contrats d'apprentissage interrompus avant l'heure.⁸ Au clair, cela signifie que notre système dual d'apprentissage est progressivement miné – sauf si l'on s'y oppose. Il y a une urgence de vérifier dans quelle mesure les lacunes en grammaire et orthographe sont dues aux réformes permanentes de l'école des dernières décennies. Le Plan d'études 21 ne changera en rien ces problèmes – au contraire, on s'attend à ce qu'ils prennent encore de l'ampleur.⁹

D'abord remettre les pendules à l'heure

Depuis quelque temps, on assiste à un débat sur les langues étrangères avec un grand écho dans les médias. Il s'agit de décider à quel moment quelle langue étrangère doit être apprise. Le Conseil fédéral menace même d'imposer par une décision fédérale deux langues étrangères à l'école primaire, ce qui serait une sérieuse atteinte à la souveraineté cantonale en matière de formation. En premier, il faudrait remettre les pendules à l'heure et éclaircir pourquoi tant de jeunes quittent l'école obligatoire sans connaissances suffisantes de l'allemand, donc mal préparés pour l'apprentissage professionnel et pour l'apprentissage de langues étrangères. Les résultats de cette étude devraient au moins mener à éclaircir cela. En outre, il faudrait éclaircir les raisons du retard de plus en plus fréquent dans le développement du langage des petits enfants et leur fréquent besoin d'un traitement thérapeutique orthophonique. Ce serait primordial pour une réelle amélioration de ce manque d'enracinement linguistique. On trouvera les réponses dans les résultats des nom-

breuses recherches sur l'acquisition langagière et l'importance de la langue maternelle.

La langue maternelle – clé de la formation

Lors des dernières années, différentes études ont démontré qu'une base solide au niveau de la langue maternelle (= première langue ou L1)¹⁰ est fondamentale pour l'acquisition d'autres langues. Quiconque maîtrise sa langue maternelle et dispose d'un vocabulaire différencié réussit mieux, car à l'école la transmission du savoir se fait majoritairement de manière orale et les devoirs sont formulés en langue écrite. Afin de faire face aux exigences, il faut de l'assurance dans l'application de la langue.

La langue maternelle n'est de toute évidence pas innée. En très bas âge déjà, les parents peuvent contribuer de façon décisive à la future maîtrise linguistique de leur enfant. Des liens sécurisés envers ses proches assurent le développement linguistique.¹¹ – Au cours des dernières années, diverses études ont analysé les raisons pour lesquelles certains jeunes enfants disposent d'un nombre de mots sensiblement plus élevé que d'autres. Une étude américaine de 1995, souvent citée, a trouvé que les enfants de trois ans issus de familles aisées et instruites ont entendus 30 millions de mots de plus que les enfants de leur âge issus de familles plus pauvres. Les enfants du premier groupe maîtrisaient déjà 1100 mots et les autres 525.¹² Ce n'est pas la couche sociale qui joue le rôle décisif dans ce domaine et il ne s'agit pas non plus de recouvrir les enfants avec le plus grand nombre de mots possible ou même de les placer devant la télé. Le langage s'apprend en fonction de la qualité de la relation sociale et émotionnelle. Il est important que dans la famille, on se parle avec plaisir, suffisamment et de façon différenciée. C'est ainsi que les enfants n'apprennent pas seulement la grammaire mais aussi à penser.¹³

L'acquisition langagière – une performance étonnante

Pour illustrer l'impressionnante complexité de cet apprentissage, voici les étapes les plus importantes.¹⁴ Un petit enfant n'apprend pas simplement sa langue en imitant son entourage car l'acquisition langagière est un long processus complexe. Durant les premiers mois de sa vie, l'enfant obtient déjà des informations fondamentales sur le fonctionnement de sa langue maternelle en entendant parler sa mère et son père. Ainsi, dans un processus d'apprentissage inconscient sans instruction précise, il s'approprie les structures de la langue. Au cours de sa première année de vie, l'enfant acquiert de nombreuses conditions préalables pour l'acquisition d'un vocabulaire, par exemple, la faculté d'entendre des régularités dans des sons et de les enregistrer dans sa mémoire linguistique, d'utiliser ses outils phonatoires pour exprimer divers sons et pour établir des relations entre les mots et le monde des choses. C'est d'autant plus étonnant qu'à cet âge-là, il n'est pas encore capable de résoudre des tâches semblables dans d'autres domaines de la pensée.

Lorsque l'enfant, autour de son premier anniversaire, prononce ses premiers mots – «maman», «papa» ou «non» – son entourage s'en réjouit beaucoup. Il enrichit peu à peu son vocabulaire communicatif et compréhensif (=vocabulaire productif et réceptif). Au moment où il dispose d'environ 50 mots, débute un vrai sprint dans le développement du vocabulaire. Tous les jours, l'enfant apprend à prononcer plusieurs nouveaux mots et enrichit son vocabulaire de jusqu'à 10 mots par jour. A trois ans, il dispose d'un vocabulaire communicatif de 800 à 1000 mots. Dans sa quatrième année, le développement grammatical est au premier plan. A quatre ans environ, les enfants ont acquis la plupart des éléments linguistiques dont ils ont besoin. Mais le développement linguistique n'est pas encore terminé même s'ils savent parler sans interruption et dominent les structures principales de leur langue maternelle à l'âge de quatre ou cinq ans. Le processus de l'apprentissage se faisant de façon inconsciente jusque là, devient par la suite un processus de plus en plus conscient. La langue se différencie et s'enrichit. A 16 ans, un ado-

lescent devrait disposer d'un vocabulaire de base d'environ 60 000 mots. C'est une performance impressionnante et signifie, par exemple, l'apprentissage d'environ neuf nouveaux mots par jour!

Le langage – base de la rencontre avec autrui

L'acquisition langagière n'est pas seulement une simple performance intellectuelle mais elle est étroitement liée aux liens avec les proches de son entourage. Notre langage nous relie avec nos semblables. Nous sommes capables d'exprimer oralement à autrui nos pensées, nos émotions et nos intentions. Il est important pour la qualité de vie et la vie émotionnelle de tout être humain de se sentir capable d'utiliser le langage comme il le désire. Le langage et la capacité langagière sont dès lors primordiales pour le développement global de la personnalité d'une personne et dépendent de nombreux aspects émotionnels.

La psychologie basée sur la conception personnaliste de l'être humain a commencé très tôt déjà à se préoccuper de ces questions. Dans la première moitié du siècle passé, le psychologue viennois *Alfred Adler* a par exemple décrit le rôle du langage pour le dialogue relationnel entre les personnes: «Le développement langagier de l'être humain [...] présuppose ce contact entre deux personnes. Il est issu de ce lien étroit et plus encore il est un nouveau lien reliant l'individu à ses semblables.»¹⁵ Sans environnement linguistique, un enfant ne peut pas apprendre à parler (même s'il dispose de toutes les conditions biologiques nécessaires). Il lui faut le contact avec ses semblables. Dans la plupart des cas, la première «interlocutrice» de l'enfant est sa mère. Elle entame le dialogue avec l'enfant et au début, elle est seule à le maintenir. Elle construit un «pont» vers l'enfant et crée ainsi un premier monde d'expériences communes. Pour cela, elle doit disposer d'empathie et d'intuition pour savoir interpréter son comportement et réagir de façon adéquate. Le bébé apprend ainsi à développer lui-même des concepts et des règles en tant que bases pour son acquisition langagière. Pour la mère, il ne s'agit pas d'*inculquer le langage* à l'enfant. C'est plutôt le rapport émotionnel avec l'enfant qui permet la *compréhension réciproque*. L'enfant apprend à faire une première délimitation des rôles sociaux, par exemple que le père lui parle différemment que la mère. A travers la langue, l'enfant commence à s'enraciner dans la culture et de s'y identifier. Ce n'est qu'à l'âge de trois ou quatre ans que la maman prend le rôle de l'«enseignante langagière». Sans le corriger directement, elle répète les phrases de l'enfant correctement. Elle offre ainsi à son enfant l'occasion de corriger les structures de phrases qu'il possède déjà. C'est le rapport humain qui permet l'acquisition langagière – et jamais un média quel qu'il soit ne pourra le remplacer.

La langue maternelle – patrie émotionnelle

La langue maternelle est de grande importance pour l'acquisition langagière et le développement de la personnalité. Elle est plus qu'une langue quelconque, car elle fait partie de la relation avec une ou plusieurs personnes susceptibles d'offrir à l'enfant une patrie émotionnelle. Maîtriser sa langue maternelle dans toutes ses finesses signifie donc davantage que la simple fonction communicative. Elle fait part de l'histoire personnelle du locuteur. La langue maternelle nécessite des soins particuliers et toute personne devrait la maîtriser au mieux et de la manière la plus différenciée possible. Il faut lui réserver, dans le processus de la formation des enfants, une place éminente. Pour beaucoup d'enfants dans nos écoles, l'allemand n'est cependant pas leur langue maternelle. Nous avons aujourd'hui de nombreux enfants parlant une autre langue à la maison. Il ne faut pas oublier à quel point nos écoles suisses sont devenues polyglottes – un nombre constamment croissant de cultures et nations se rencontrent dans nos salles de classe. A l'école obligatoire (du préprimaire au niveau secondaire I), la part des enfants étrangers était – selon l'*Office fédéral de la statistique* – de 24,4% pour l'année sco-

laire 2012/13. Le nombre d'élèves sans passeport suisse augmente constamment, dix ans en arrière, leur taux était de 21,7%.¹⁶ Ce n'est qu'une moyenne; dans de nombreux endroits, nous sommes confrontés à des classes composées d'au moins 50% ou même exclusivement d'enfants de langue maternelle étrangère. En outre, il faut penser aux enfants disposant entre-temps d'un passeport suisse sans que leur langue maternelle soit l'allemand.

En d'autres termes: à l'école obligatoire, il faut absolument réserver à l'allemand, autant oral qu'écrit, une place centrale, dotée d'un nombre de leçons correspondant à son importance.

S'enraciner dans sa culture et sa langue

Dans le cadre des débats sur l'enseignement précoce des langues étrangères, on est constamment renvoyé à l'argument que les enfants apprennent très facilement une nouvelle langue. Cependant, cela ne concerne que les petits enfants, vivant dans une famille où l'on parle deux langues différentes ou dans laquelle la langue parlée en famille est différente de l'allemand. Mais là aussi, il y a des règles précises. Il faut que la langue à apprendre soit liée à une personne définie, n'utilisant conséquemment que sa propre langue. Pour cela, il faut savoir être strict avec soi-même, c'est la seule possibilité pour un enfant d'apprendre deux langues sans constamment les mélanger et ne se sentir à l'aise dans aucune des deux.¹⁷

N'oublions pas qu'en Suisse alémanique, la première langue à apprendre d'une grande partie des enfants est l'idiome pratiqué en famille. Les dialectes constituent une caractéristique particulière prépondérante de la culture suisse et leurs variantes régionales sont impressionnantes. L'allemand standard ou le bon allemand se diffère du dialecte dans le vocabulaire, la syntaxe et la grammaire. A la différence des autres pays germanophones, le fait de parler le dialecte n'est en Suisse nullement le signe d'une éducation médiocre ou d'un mauvais statut socio-économique. Le dialecte rassemble les enfants suisses avec leurs nombreux camarades d'origine étrangère en leur aidant à se sentir chez eux dans notre pays et dans notre culture, facilitant ainsi leur intégration. Lors de diverses votations, les citoyens suisses ont maintenu le dialecte comme principale langue d'enseignement au niveau préprimaire, empêchant ainsi que le dialecte soit remplacé par l'allemand standard.

Langue maternelle: base pour l'acquisition de langues étrangères

De nombreuses études démontrent que les connaissances approfondies de la langue maternelle sont fort importantes pour l'apprentissage réussi des langues étrangères. *Mario Andreotti*, professeur de linguistique et écrivain, l'a récemment commenté de la manière suivante: «Quiconque est capable de raisonner dans sa langue maternelle, de comprendre un texte et de structurer une rédaction transfère ces avantages sur la langue étrangère.»¹⁸ Il se réfère ainsi à la polémique contre une étude de la professeure *Simone Pfenninger*. Elle démontre que le slogan souvent répété «le plus tôt sera le mieux» n'est valable – dans le domaine de l'apprentissage des langues étrangères – que pour les cas d'enfants arrivant dans un nouveau pays ou d'enfants grandissant avec des parents parlant deux langues, car l'acquisition langagière dans un contexte naturel ne peut en aucun cas être comparé avec le contexte scolaire. Son étude, réalisée sans le soutien des maisons d'éditions de manuels scolaires, relativise sérieusement le succès de l'apprentissage précoce des langues étrangères. Il est regrettable que les résultats de l'étude de Mme Pfenninger soient disparus dans les tiroirs des autorités scolaires compétentes.¹⁹ Malheureusement, ce n'est pas la première fois que dans le contexte du débat sur les langues, les voix mettant en garde ne sont pas prises au sérieux ou les résultats des recherches sont tout simplement ignorés. En 1997 déjà, *Ernst Buschor*, le chef du Département de l'instruction publique zurichoise d'alors, fixa avec toute son administration le début de l'enseignement de l'anglais à la deuxième année du primaire,

La valeur de la lecture

par Renate Dünki

hd. Pourquoi créer un nouveau livre de lecture et l'éditer, bien qu'il y en ait déjà tant d'autres? Quel en est le sens? Le perfectionnement de la compétence en lecture? Apprendre à distinguer le vrai du faux? Ou bien... améliorer la compétence médiatique?

Le nouveau manuel de lecture que nous présentons ici fixe d'autres priorités. Il est intitulé «*Mein liebstes Lesebuch. Geschichten, Rätsel und Verse für die zweite Klasse*» [Mon livre de lecture préféré. Histoires, devinettes et vers pour la seconde classe primaire] et destiné aux enseignants mais aussi aux familles. Il se concentre sur les liens avec autrui et avec la nature. Créer un livre de lecture demande de vastes connaissances sur le développement de la motivation à la lecture dès le début de la scolarité, sur les diverses étapes du développement psychologique au cours des premières années scolaires, sur les mesures utiles au niveau de la méthodologie et de la didactique. Dans cet ouvrage, les auteures – toutes enseignantes expérimentées – ont parfaitement réussi à rallier les nouvelles et les anciennes approches de la didactique de l'apprentissage de la lecture. Ainsi, l'on dispose à nouveau d'un livre de lecture adapté à la vie des enfants et pouvant les introduire dans notre monde complexe en prenant en compte le contexte sociétal.

La lecture possède une valeur beaucoup plus large que la dite «compétence médiatique» souvent citée. Il ne peut certainement pas s'agir de cocher uniquement des informations justes ou fausses concernant un texte (tests Pisa). Lire signifie s'adresser à une personne, reconnaître sa position au sein de la famille ou de la communauté. Il en va de la formation des futurs jeunes gens. Par exemple: «La promotion de l'instruction publique et de l'éducation à la citoyenneté républicaine est l'affaire de l'Etat» (Constitution du canton de Zurich, art. 62, version 1971). L'école obligatoire est «un lieu d'éducation humaine générale [...]». La véritable éducation de l'être humain ne s'exprime pas seulement par le savoir et le savoir-faire; ses points caractéristiques reposent sur l'harmonie d'une vie intérieure intègre et sur des actions orientées à tout moment vers le bien-être général et ne devant jamais craindre la lumière.» (Plan d'études de l'école obligatoire du canton de Zurich, buts, version de 1971)

Ce but de formation très complet correspond également aux contenus des lois scolaires cantonales actuelles. Ils soulignent spécifiquement les tâches de formation et d'éducation de l'école obligatoire. Comment l'école pourrait-elle promouvoir le vivre-

ensemble pacifique et démocratique, si ce n'était par l'enseignement?

«L'école obligatoire éduque à un comportement basé sur les valeurs chrétiennes, humaines et démocratiques. Elle respecte la liberté de conscience et de croyance [...]. L'école obligatoire promeut le respect de ses semblables et de l'environnement et vise au développement général des enfants pour qu'ils deviennent des personnes autonomes et sociables. [...] Elle favorise notamment le sens des responsabilités, la motivation, la capacité de jugement, l'esprit critique et la capacité au dialogue.» (Loi scolaire du canton de Zurich, § 2, 2005) L'école obligatoire éduque les enfants, «selon les principes de la démocratie, de la liberté et de l'équité sociale dans le cadre de notre Etat de droit à devenir un être humain et un citoyen responsable». (Loi scolaire du canton de Saint-Gall, art. 3, 1983)

Par conséquent, les enseignants doivent assumer une grande responsabilité envers les enfants et les parents, mais aussi envers la société. Il leur incombe de sélectionner des textes exprimant l'empathie, la solidarité, le respect et la responsabilité – des valeurs fondamentales de la démocratie – et de promouvoir ces objectifs dès le tout début de la scolarité.

Les parents ont le droit de pouvoir compter sur cette tradition d'enseignement de l'école

obligatoire et le devoir de l'exiger pour leurs enfants.

La création d'un nouveau manuel de lecture

Un groupe de travail d'enseignants du primaire et d'éducateurs spécialisés a entrepris de créer un livre de lecture incluant ces objectifs de formation. Il a, pendant plus de deux ans, examiné les thèmes traités dans les anciens et actuels manuels de lecture de divers cantons. Le cas échéant, les membres de ce groupe ont adapté à nos jours ou pris comme modèles certains textes. Au centre du contenu de ce livre se trouvent les valeurs du vivre-ensemble au sein de la famille, de l'école et de la commune. Les enfants auront en main un beau livre comme base pour la lecture et le dialogue en classe ou en famille, offrant suffisamment de choix pour les enseignants ou les parents. C'est un livre créé pour être soigneusement gardé et apprécié, loin des textes qu'on oublie après deux ou trois semaines ou qu'on n'a jamais compris.

En ce sens, nous vous souhaitons grand plaisir à découvrir ces trésors retrouvés, adaptés ou nouvellement rédigés dans ce livre pour les premières années de scolarité.

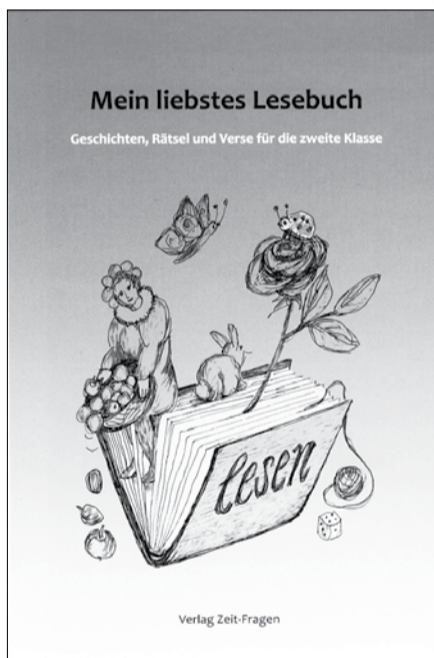
(Traduction *Horizons et débats*)

A quoi bon un manuel de lecture? – Postface destinée aux familles et à l'école

par Rita Brügger, Renate Dünki, Ursi Felber*

L'envie de lire, avant l'entrée à l'école ...

Une fillette dans notre voisinage est fière de pouvoir enfin aller à l'école. Julie a hâte de commencer la première classe



ISBN 978-3-909234-21-9

et de pouvoir bientôt lire elle-même un livre. Elle connaît déjà de nombreux poèmes et histoires par cœur ou sait les raconter. Elle aime bien les jeux de langues. Les anniversaires de ses peluches, elle les fête comme le font le petit chat Pitschi et ses amis dans le célèbre livre pour enfants de Hans Fischer («Der Geburtstag» [L'anniversaire]). Les histoires que ses parents lui lisent émerveillent et font rire Julie.

... et à l'école

Comment l'école peut-elle contribuer à mettre en valeur et consolider ce plaisir de la langue? Celui-ci est étroitement lié à une entrée en relation finement adaptée et chaleureuse de l'adulte envers l'enfant ainsi qu'à un riche choix de textes attachants adaptés à l'environnement des enfants.

Les enfants ont besoin d'un choix de textes s'inspirant de leurs propres expériences en les élargissant positivement, utilisant un langage compréhensible et de bon niveau et enrichissant la vie émotionnelle.

Une telle initiation à la lecture nécessite des échanges sur les contenus. C'est ainsi que se développe ou se consolide le plaisir de lire, sans lequel une lecture autonome et engagée au cours des années suivantes ne peut être acquise. Les entretiens et les échanges sur un texte sont une tâche exigeante. A l'école, cela ne peut se faire que dans un climat bienveillant au sein d'une communauté de classe. Cela demande une lecture et une écoute attentive, de la réflexion et de la compassion ainsi que du courage pour exprimer ses impressions devant ses camarades. La langue écrite a également besoin d'un vis-à-vis! Lors des entretiens sur les histoires et les vécus rencontrés dans le manuel de lecture, les enfants retrouvent leurs propres expériences. Ils apprennent ainsi à les échanger, à les partager et à développer ou consolider des valeurs importantes.

Un texte et la discussion en classe peuvent donc éveiller l'intérêt de chaque enfant et enrichir sa pensée. De cette manière, l'interaction dans la classe

contribue à renforcer et développer chacune des personnalités présentes.

En transmettant et consolidant les valeurs discutées en classe, les textes lus en commun obtiennent un sens approfondi. Le choix des textes est essentiel: c'est pourquoi tout bon manuel de lecture avec ses contenus soigneusement choisis vise à accompagner les enfants sur leur chemin des expériences fondamentales faites d'abord dans la famille puis dans les communautés plus large que sont l'école, la commune ou le monde du travail. Depuis les débuts de notre Etat fédéral, cela est un devoir primordial confié à notre école obligatoire et c'est aussi la raison pour laquelle nous envoyons nos enfants à l'école publique.

Nous vous souhaitons donc beaucoup de plaisir avec notre manuel de lecture.

* Ce texte est la traduction de la postface du manuel de lecture «Mein liebstes Lesebuch. Geschichten, Rätsel und Verse für die zweite Klasse» [Mon livre de lecture préféré. Histoires, devinettes et vers pour la deuxième classe primaire], Editions *Zeit-Fragen*, Zürich 2016.

«Le langage, c'est plus ...»

suite de la page 8

au grand étonnement de tous. Cette décision fut prise suite à la participation de M. Buschor à un colloque aux Etats-Unis!²⁰ Il bouleversa ainsi tous les préparatifs entrepris auparavant concernant l'apprentissage des langues étrangères et empêcha aussi un procédé commun des cantons. L'expérience scolaire qui s'en suivit avec l'anglais précoce déboucha sur des résultats modestes. *De nombreuses enquêtes indépendantes insistent sur les fausses prémisses quant à l'apprentissage précoce dans le cadre scolaire.*²¹ Cela n'empêcha pas que l'anglais et le français précoces furent introduits partout engendrant des coûts énormes. Ce procédé néglige l'importance de la langue maternelle comme base fondamentale de l'apprentissage d'une langue étrangère.

Conséquences politiques – démocratie directe et langue maternelle

Avec sa démocratie directe, la Suisse dispose d'un système politique qui trouve, également en dehors de notre pays, beaucoup d'admirateurs, précisément parce qu'il offre une large participation politique aux citoyennes et citoyens. Ce n'est pas sans exigences. Il s'agit de se familiariser, lors des votations, avec des matières parfois complexes et de pondérer les arguments pour et contre. Cela nécessite des connaissances linguistiques différen-

ciées dépassant de loin les connaissances minimales telles qu'elles sont évaluées, par exemple, dans les tests PISA. Aujourd'hui, il s'agit malheureusement aussi de savoir analyser le contenu des coquilles vides utilisées par les lobbies très à la mode, et de reconnaître les tentatives de manipulation linguistiques et les techniques de propagande. L'enracinement dans sa propre langue – sa langue maternelle – est décisif dans ce processus pour se former indépendamment son avis à soi et de le manifester à l'aide de son bulletin de vote. Par exemple, lorsqu'il s'agit de savoir quel poids attribuer à la langue allemande dans nos écoles obligatoires.

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ *International Adult Literacy and Lifeskills Survey* (ALL)

² Lecture de textes cohérents, lecture de représentations schématiques, compétences de calcul générales et compétence à résoudre des problèmes.

³ Dans le cadre de l'étude ALL (*International Adult Literacy and Lifeskills Survey*), deux enquêtes ont eu lieu en Suisse, en 2003 et en 2006. Les résultats suisses ont été publiés par l'Office fédéral de la statistique et sont disponibles sur le site www.lesenlireleggere.ch/ofs_page.cfm; visité le 20/10/16

⁴ Cf. Fuhrer, Kilian. *Der Falschschreiber. Mein Umgang mit dem Buchstabensalat*. 2011. ISBN 978-3-033-02742-8

⁵ Cf. Büro für Arbeits- und sozialpolitische Studien BASS AG (Hrsg.). *Volkswirtschaftliche Kosten der Leseschwäche in der Schweiz. Eine Auswertung der Daten des Adult Literacy and Life Skills Survey*

(ALL). Berne 2007. www.buerobass.ch/pdf/2007/leseschwaeche_zusammenfassung_d.pdf; visité le 20/10/16

⁶ Cf. ETH beklagt tiefes Schulniveau. In: *20 Minuten* du 29/7/12. www.20min.ch/schweiz/news/story/22971787; visité le 23/10/16

⁷ Cf. Donzé, René. Das sind die schwierigsten Berufslehren der Schweiz. In: *Neue Zürcher Zeitung am Sonntag* du 5/4/15. www.schuleschweiz.blogspot.ch/2015/04/berufslehren-im-vergleich.html; visité le 23/10/16

⁸ idem.

⁹ Cf. «Keine taugliche Vorbereitung auf die Berufslehre mit dem Lehrplan 21». Dépliant de la Interessengemeinschaft «Eine Schule für unsere Kinder». www.eineschulefuerunserekinder.ch/data/documents/150707-Flyer2-mw-LP21-Berufsbildung_Flyer.pdf; visité le 20/10/16

¹⁰ Par la suite, nous utilisons le terme de «langue maternelle», car il implique l'aspect relationnel. Il va de soi que toute autre personne proche du tout jeune enfant est incluse.

¹¹ Cf. Korntheuer, P.; Lissmann, I. & Lohaus, A. (2010). Bindungssicherheit und die Entwicklung von Sprache und Kognition. In: *Psychologie in Erziehung und Unterricht*, 57, 1, 1–20

¹² Cf. Hart, B.; Risley, T.R. «The Early Catastrophe: The 30 Million Word Gap by Age 3.» Spring 2003. www.isites.harvard.edu/fs/docs/icb.topic1317532.files/09-10/Hart-Risley-2003.pdf; visité le 20/10/16

¹³ Cf. Streeck, Nina. Reden ist Gold. In: *NZZ am Sonntag* du 19/4/15

¹⁴ Les explications suivantes se basent avant tout sur: Geissmann, Hilda. Welche Bedeutung hat der frühe Wortschatz für den Spracherwerb? In: *SAL-Bulletin*. Nr. 140, Juni 2011, S. 19ff.

Schneider, Wolfgang; Ulman, Lindenberger (Hrsg.) *Entwicklungspsychologie*. Weinheim-Basel 2012. ISBN 978-3-621-27768-6

¹⁵ Adler, Alfred. *Wozu leben wir?* (1931). Frankfurt am Main 1976, S. 42

¹⁶ Widmer Michèle. Wo es die meisten fremdsprachigen Schüler gibt. In: «*Tages-Anzeiger*» du 26/5/15. www.blog.tagesanzeiger.ch/datenblog/index.php/6789/wo-es-die-meisten-fremdsprachigen-schueler-gibt; visité le 30/10/16

¹⁷ Schweizerische Hochschule für Logopädie. Mein Kind lernt mehr als eine Sprache. Kindlicher Spracherwerb. (Dépliant) www.shlr.ch/media/downloads_sal/broschue%20mehrsprachig%202012%20web.pdf; visité le 30/10/16

¹⁸ Andreotti, Mario. Frühenglisch ein schulischer Leerlauf. In: *St. Galler Tagblatt* du 21/9/16

¹⁹ Cf. Burri, Anja. Wenn Forschungsergebnisse den Politikern missfallen. In: *NZZ am Sonntag* du 18/9/16

²⁰ Cf. Liebe, Gisela. Comment l'enseignement précoce de l'anglais est-il arrivé en Suisse? In: *Horizons et débats* n° 18 du 22/8/16

²¹ La *Direction de l'Instruction publique zurichoise* a commandé, auprès d'Otto Stern, professeur à la Haute Ecole pédagogique de Zurich, une expertise pour tenter de riposter avec des arguments bien fondés aux critiques exprimées contre l'introduction de l'anglais précoce. Cette expertise fut mise en doute par d'autres experts comme étant unilatérale et «commandée par les pouvoirs publics pour les pouvoirs publics». Le professeur Rudolf Wachter, spécialiste en linguistique comparée à l'Université de Bâle, a rédigé une contre-expertise réfutant les thèses d'Otto Stern.

Accompagner dans l'adversité

par Moritz Nestor, psychologue

Face aux questions sociétales urgentes, la politique éducative ferait bien de vérifier de temps en temps ses priorités – voilà une exigence de plus en plus pressante. Erika Vögeli, rédactrice en chef de «Zeit-Fragen», a souligné dans un éditorial la nécessité d'un retour à une pédagogie considérant l'enfant comme un être en développement, comme une personne ayant un besoin élémentaire d'éducation et de repères pour grandir sainement («Horizons et débats» n° 11 du 22/3/10). Dans le même sens, la psychologie et la psychothérapie feraient bien de se recentrer sur le développement de l'être humain en tant que personne.

Dans certaines de nos institutions pour personnes victimes de souffrances psychiques, certifiées être d'excellente qualité, le thérapeute est à la disposition du patient une fois par semaine pour 10 minutes. La conscience des coûts garantit soi-disant la qualité de l'institution. La personne souffrante, souvent perdue dans sa solitude, doit attendre six jours pour 10 minutes d'échanges – puis recommencer à attendre.

Nous avons (à nouveau) besoin de procédés thérapeutiques ne comprenant la personne souffrante pas comme un «cas de fonction cérébrale perturbée» ou un «cas de troubles partiels d'aptitude», mais comme un semblable souffrant mentalement. Il nous faut (à nouveau) davantage de thérapeutes, ne voulant pas s'acharner en tant que «techniciens» sur des «parties» du corps ou de l'âme, mais voulant comprendre la souffrance psychique comme l'expression d'une personnalité globale souffrante dans sa culture et son époque historique. Etre psychologue doit à nouveau correspondre à réfléchir, compatir et agir dans la solidarité humaine.

Une mère s'oppose à la psychiatrisation de son enfant

Jenny, une fillette de 11 ans, est venue me voir en tant qu'enfant «hyperactive». Au cours de l'année précédente, elle a été confrontée à de très nombreuses difficultés scolaires. Lors d'un examen préliminaire, on a diagnostiqué un manque de concentration, une déficience mentale et un éventuel syndrome psycho-organique. On a conseillé à la mère d'aller consulter avec elle un psychiatre. Mais elle s'est indignée: «Pour qu'on la bourre de médicaments! Ce n'est pas comme ça qu'elle pourra s'améliorer à l'école. Je ne vais certainement pas abandonner mon enfant.» Grâce à l'intervention de son curateur, Jenny a atterri chez moi.

Au cœur de sa personnalité, Jenny était profondément convaincue qu'elle n'était pas capable d'apprendre par cœur parce qu'elle était trop «bête». Elle abandonnait tout exercice qu'elle n'arrivait pas à résoudre immédiatement, tout en trouvant mille et une excuses. Elle ne supportait pas d'ignorer un sujet: la matière était stupide, personne n'a besoin savoir de telles choses pour la vie!, etc. Elle manquait de courage et son estime de soi était vacillante. Cependant, elle avait développé une compensation névrotique remarquable pour cacher sa supposée faiblesse: elle se plaignait de manière déchirante et se faisait toute petite, comme si elle avait 2 ou 3 ans et non pas 11. Et la fillette de continuer ainsi jusqu'à ce que sa mère, pleine de compassion, la libère de faire ses devoirs. Souvent, la mère ne savait pas comment l'aider dans ses devoirs scolaires, car elle-même n'avait pas été bonne à l'école. Quand il s'agissait de travaux de la vie quotidienne, elle pouvait soulager sa fille, mais pour tout ce qui relevait du domaine scolaire, elle était également vite perdue.

Ses trois enfants (Jenny était la deuxième entre Klaus et Fabian) avaient passé quatre ans dans des foyers pour enfants. La mère n'avait à un certain moment plus été en mesure de prendre en charge les tâches éducatives de ses enfants et de leur donner l'appui humain nécessaire pour qu'ils puissent commencer à développer leur personnalité. Depuis, la mère s'était stabilisée et avait pu reprendre ses enfants. Pour elle, cela n'entraînait pas en ligne de compte d'abandonner

«Nous avons (à nouveau) besoin de procédés thérapeutiques ne comprenant la personne souffrante pas comme un «cas de fonction cérébrale perturbée» ou un «cas de troubles partiels d'aptitude», mais comme un semblable souffrant mentalement. Il nous faut (à nouveau) davantage de thérapeutes, ne voulant pas s'acharner en tant que «techniciens» sur des «parties» du corps ou de l'âme, mais voulant comprendre la souffrance psychique comme l'expression d'une personnalité globale souffrante dans sa culture et son époque historique. Etre psychologue doit à nouveau correspondre à réfléchir, compatir et agir dans la solidarité humaine.»

un enfant et de lui faire prendre des médicaments.

Au début, tout alla bien ...

Lors de la première rencontre, Jenny, fillette vive avec un visage ouvert et joyeux, expliqua sérieusement et sans qu'on le lui demande, en se tortillant sur une chaise trop grande pour elle, que son problème résidait dans le fait qu'elle ne pouvait pas apprendre par cœur et qu'une thérapie lui était nécessaire. Lorsque je lui demandai pourquoi elle avait des difficultés à apprendre à l'école, elle m'expliqua de manière très différenciée et ouverte, ses manques. En première classe de primaire, elle avait été une élève à l'esprit vif. Aucune trace de stupidité. Elle comprenait bien les matières traitées en classe, car elle suivait les cours très attentivement. Elle faisait ses devoirs pendant les cours, alors que les autres gaspillaient leur temps. Ainsi, sans le réaliser et sans que cela pose de problème, elle s'habitua à une stratégie d'apprentissage spécifique: bien regarder une fois – et savoir! Toutefois, elle n'avait guère d'endurance et peu de courage.

A la maison, il n'y avait pas de tâches à résoudre demandant de l'endurance et du courage, car sa mère faisait tout pour les enfants sans leur demander d'efforts. Elle voulait être une «bonne» mère. Son mari et elle-même voulaient pouvoir offrir un certain standing à leurs enfants pour qu'ils se sentent égaux aux autres: une maison, des gadgets électroniques, une fois par mois une visite dans un parc d'attractions etc. Le salaire du père était souvent épuisé avant la fin du mois – alors, on serrait la ceinture. Mais heureusement le prochain salaire arrivait bientôt.

... mais lorsqu'il fallut davantage d'efforts, les difficultés débutèrent

Lorsque la quantité de devoirs augmenta, les contenus devinrent plus compliqués et un premier coup d'œil ne suffisait plus, les difficultés de Jenny firent surface. Son manque d'endurance, de courage et de confiance en soi apparut. Elle voulait toujours tout comprendre au premier coup d'œil. Quand elle se mettait à lire son esprit était déjà à la fin du paragraphe, avant d'avoir compris le sens de la première phrase. Elle commença à se résigner: je suis bête; ma tête n'a pas la même force pour maintenir les choses à l'intérieur que celle des autres; je ne suis pas capable d'apprendre par cœur.

Devant moi, j'avais donc une fillette dont la personnalité globale était imprégnée de l'idée d'être «bête». Les échecs scolaires des derniers temps étaient tant de «preuves» pour les parents, les enseignants et les psychologues, mais aussi pour Jenny. Cependant: quelle contradiction entre la logique privée de Jenny «je suis bête» et son activité dans

mon cabinet? Car lors des échanges avec moi, elle présenta sa vie intérieure et l'arrière-plan psycho-dynamique de ses difficultés avec une légèreté émotionnelle et intellectuelle déconcertante – une performance hautement intelligente dont peu de filles du même âge sont capables! Il était évident que cette enfant était intelligente.

Notre première rencontre m'avait donné un aperçu suffisant dans le mode de vie et d'apprentissage de Jenny. Je me décidai de l'aider à résoudre son problème en m'approchant de sa devise mentale inconsciente. C'est pourquoi je me décidai à la surprendre lors de notre prochaine rencontre! Il fallait qu'elle puisse réaliser et ressentir consciemment cette contradiction frappante pour tout observateur externe: le fait qu'elle était convaincue d'être bête, tout en expliquant ses expériences de manière ouverte et intelligente. Il fallait empêcher qu'elle tombe dans le même piège que tant d'autres personnes, dont la «bêtise apprise» n'est souvent que le résultat de leur manque de confiance en elles-mêmes.

Compenser des sentiments de faiblesse: une «capacité» très humaine mais gênante

Il ne fallait donc surtout pas la prendre par son point faible, le sentiment d'être bête. Elle tentait par tous les moyens de protéger cette blessure psychique. Donc, aucune analyse de son «problème», mais pas non plus de «traitement spécial», tels un allègement, une classe spéciale ou d'autres choses allant dans ce sens. Il fallait lui redonner une force intérieure, en se concentrant sur les parties saines de son âme, afin qu'elle puisse surmonter ses faiblesses.

Je savais que Jenny était préparée à la «thérapie» – au «traitement» de sa «bêtise». Elle s'imaginait certainement que j'allais faire ces devoirs abhorrés avec elle. Je lui avais demandé d'apporter ses affaires d'école. Mais alors, apparaîtrait à nouveau ce sentiment de bêtise et elle ne comprendrait à nouveau pas ce qui était écrit sur le papier.

Et vraiment, la semaine suivante, craignant que le pire puisse lui arriver, elle ne voulut pas quitter sa mère dans la salle d'attente, elle s'accrocha à elle et se lamenta à fendre le cœur. Ainsi, elle répétait sa «solution» personnelle: régresser, se faire toute petite, se plaindre jusqu'à ce que maman la soulage pour que cet affreux sentiment de bêtise, qu'elle ne pouvait supporter, soit de nouveau éloigné. La maman avait dû l'accompagner bien que Jenny fût déjà tout à fait capable de faire le trajet seule!

Je souris et lui dit gentiment: «Ah, la voilà, la jeune dame intelligente de la semaine passée. La dernière fois, tu m'as vraiment surpris, en montrant comme tu sais bien t'exprimer!» Elle dut rire et me donna toute rayonnante la main. Pour une seconde,

«Dû à des sentiments d'insécurité, de découragement ou de vexation, une personne souffrant psychologiquement a souvent développé une sensibilité profonde. Elle teste avec de très fines antennes, si son vis-à-vis la voit sur un pied d'égalité et s'il comprend son monde intérieur, hermétiquement fermé pour toute autre personne, sauf, éventuellement, pour celle qui se trouve actuellement devant elle.»

elle abandonna son rôle de petit bébé. «Mais pourquoi te lamentes-tu comme un petit bébé qui ne sait pas même compter jusqu'à trois?» Jenny se rappela son rôle et s'accrocha de nouveau (avec un œil souriant rivé sur moi) à sa mère: «Mami, Mami, reste avec moi.» Sa petite bouche chercha celle de sa mère. Celle-ci la poussa à contrecoeur dans ma direction. Jenny était une spécialiste pour éveiller chez sa mère des sentiments de pitié et sa volonté d'être une bonne maman afin que celle-ci cède à ses propres volontés: la protéger de ce monstre dénommé bêtise. Le manque de sûreté intérieure de sa mère offrait (malheureusement) souvent à Jenny l'occasion de ne pas devoir se confronter à la réalité.

Jenny collabore et fait une expérience émotionnelle corrective

Je lui ai souri avec un mélange d'indignation et d'humour: «Jenny, j'ai les larmes aux yeux. Arrête de pleurnicher comme un petit bébé. Cela ne te correspond pas. Tu te comportes comme une bécasse. Viens, faisons quelque chose d'intelligent. Tu verras, je ne vais pas te faire de mal.» Et Jenny donna son accord! «Et la prochaine fois, tu n'auras plus besoin de tenir la main de ta maman pour venir chez moi. Tu es assez grande. Imagine-toi, dans quelques années, tu vas te marier et avoir des enfants. Là, tu ne pourras pas non plus jouer au petit bébé.» – La mère m'avait raconté que Jenny aimait bien aider son petit neveu. Mon chien de berger hongrois, un Puli blanc nommé Emil, a également attiré Jenny de manière ludique dans ma chambre: Après un bref «Au revoir, Maman», elle a couru après Emil oubliant dans son enthousiasme pour le petit chien qu'elle voulait utiliser sa stratégie pour faire face à ce qui l'attendait. Mais le fantôme de la bêtise n'a pas pris le dessus. J'avais pris mes précautions.

«J'ai eu une idée, Jenny: c'est bien juste que tu vas à l'école tous les jours.» – «Oui, bien sûr.» – «Comment est-ce que tu y vas?» – «Mais c'est tout simple.» – «Mais moi, je ne le sais pas, et je veux que tu me l'explique de façon à ce que je comprenne. Et puis à la fin, je vais te dire pourquoi je te demande tout cela.» – Elle a commencé à parler de manière spontanée, et je lui demandais ce qui n'était pas clair pendant que je dessinais soigneusement sur une feuille de papier ce qu'elle m'expliquait. Sans penser davantage, elle a continué à décrire son chemin d'école de manière spontanée. C'était exactement ce que j'avais prévu. Finalement, nous avions devant nous un plan coloré avec tous les détails de son chemin d'école directement sorti de sa tête. (et le tout appris «par cœur»!)

«Regarde, maintenant, nous avons créé une excellente carte de ton chemin d'école. Tu as tout expliqué si précisément que j'ai pu dessiner le plan bien que je n'y sois jamais allé. Alors, dis-moi: Pourquoi as-tu pu tout expliquer si précisément?» – «Parce que je l'ai dans ma tête. Là, il y a une image.» – «Exactement, tu vois dans ta tête ce que tu fais chaque jour, n'est-ce pas?» – Elle rit: «Exactement.» – «Bon, et comment cette image est-elle entrée dans ta tête?» – «Parce que j'ai toujours pris ce même chemin et que j'ai fait attention. Je dois arriver à l'école. Donc, il faut regarder et faire attention.» – «Tu as donc appris le chemin par cœur!» Je lui parle lentement, calmement et je la regarde avec sérieux. A ce moment quelque chose d'important se passe en elle. Elle a remarqué la contradiction avec la tête et le cœur. «As-tu eu une fois un tel devoir à faire: J'apprends mon chemin de l'école par cœur?» – Elle rit de cette idée absurde: «Non.» – «Mais tu l'as appris par cœur!» – Elle me regarde avec de grands yeux: «Oui. C'est vrai.» – «Alors, tu sais apprendre par cœur! Je l'ai vu de mes propres yeux!» – Si seulement on pouvait décrire l'émotion profonde que cette jeune fille ressentait à ce moment!

«Combien de fois as-tu déjà fait ce chemin?» – «Très souvent.» Elle calcule. – «Et combien de fois tu répète ce que tu dois apprendre pour l'école?» – Elle a fait une pause et pendant qu'elle me regardait, on voyait comme cela travaillait en elle. J'at-

Contribution aux questions d'éducation

par Elisabeth Nussbaumer et Sonja van Biezen, psychologues diplômées

On ne parle presque plus de l'éducation des enfants, constate Dieter Sprock dans *Horizons et débats* n° 25/26 du 14/11/16. En plus l'auteur décrit que beaucoup de parents renversent l'ordre donné par la nature, s'efforcent de satisfaire leurs enfants et de répondre à tous leurs désirs. Pourtant, vu la complexité du monde dans lequel nos enfants grandissent et les influences multiples auxquelles ils sont exposés, il serait d'autant plus important que les parents et les éducateurs discutent sérieusement des questions d'éducation. C'est un fait, que chaque adolescent a besoin pour le développement de sa personnalité de parents capables de lui donner le soutien émotionnel et l'orientation nécessaire pour grandir dans une communauté humaine. Les théories affirmant que les enfants doivent découvrir eux-mêmes ce qui est important et bon pour leur vie, mènent facilement à une instabilité et un vide intérieur.

Voici quelques exemples tirés de la vie quotidienne illustrant cette brève introduction.

Quand les enfants dictent aux adultes ce qu'ils ont à faire

Exemple 1

Nous nous promenons en fin de journée. Sur le trottoir, une petite fille d'environ 5 ans roule assez rapidement à vélo dans notre direction. Nous nous demandons encore à qui c'est d'esquiver la collision. Elle s'arrête brusquement juste devant nous et nous défie du regard. Mon compagnon demande: «Et maintenant?» Elle réfléchit et nous répond: «Vous pouvez passer!», en nous montrant du doigt comment la contourner (en passant sur la chaussée). Il ne lui vient pas à l'idée de se mettre de côté pour laisser passer les adultes. Sa mère, avec le petit frère sur son vélo, regarde à distance ce qui se passe.

Il est évident que personne n'a appris à cette enfant comment se comporter. Cet exemple

laisse aussi supposer que les parents ne donnent pas l'orientation nécessaire à cette enfant pour résoudre de façon adéquate les petits et les grands problèmes de la vie. Mais l'adulte doit servir de modèle par ses actes et commentaires pour assurer un comportement adapté et un sain développement psychique des enfants et des adolescents. C'est la seule façon de les rendre aptes à faire leurs propres expériences et à sentir le soutien de leurs proches. Il est très probable que l'enfant dont il est question ici a déjà trouvé ses propres solutions, suite à de nombreuses expériences faites sans l'aide de ses parents. Nous devons également assumer que cette «autonomie» de l'enfant s'est développée suite à une théorie erronée largement répandue sur le développement de l'enfant, dont les parents sont eux-mêmes victimes. Nombreux sont les parents étant d'avis qu'il est juste de laisser le choix du comportement et des activités à l'enfant.

Etant donné que tous les enfants et adolescents ont besoin de l'orientation et l'instruction des adultes, il faut conseiller à de tels parents de ne pas renverser l'ordre de l'autorité naturelle, car ce sont eux qui ont les expériences de vie dont un enfant ne dispose pas d'emblée.

Parents et enseignants, exigez que vos enfants acceptent de vous une orientation conforme à leur âge. N'hésitez pas à leur montrer comment résoudre ensemble les petits et grands problèmes quotidiens.

Exemple 2

Achats au supermarché. On ne peut ignorer une mère avec un garçon d'environ trois ans qui crie sans cesse. Il donne des coups de pieds et frappe sa mère. Le petit garçon est hors de lui et crie pendant près d'une demi-heure. La mère elle-même énermée, tente de le calmer et lui propose un yogourt, une glace et un bâton au chocolat. Cela ne sert à rien. Le garçon continue à crier. Quand je passe près du chariot,

la mère me dit totalement impuissante: «Il doit être fatigué.»

De nombreuses mères vivent de telles situations au quotidien, en vivant avec la peur de ne pas pouvoir calmer leur enfant. Quelques fois des sentiments de honte provoquent une distance dans la relation avec l'enfant. Peut-être que l'enfant a déjà appris un comportement inadéquat. Par exemple qu'il doit crier suffisamment longtemps pour obtenir ce qu'il veut. Tout comportement de l'enfant est appris dès le premier âge. Au cours des premiers jours et semaines, les pleurs du bébé peuvent irriter profondément sa mère et la rendre nerveuse. De fausses théories sont inculquées aux mères dès la naissance du nourrisson, par exemple, que les besoins du bébé doivent être satisfaits à tous moments. Cela fait naître l'idée que le bébé et plus tard l'enfant grandissant doivent à tout moment être contents. De telles théories font croire aux parents qu'il faut constamment créer l'harmonie entre les besoins des enfants et les exigences des parents. Cette orientation des parents peut susciter un comportement comme par exemple crier ou aussi se refuser à toute exigence, si l'enfant fait l'expérience que ses contestations sont couronnées de succès et qu'il peut ainsi, à tout moment, attirer l'attention de la mère ou du père. Il serait très utile que les parents sachent interpréter les hurlements de l'enfant correctement pour provoquer un changement de comportement. Les enfants ont besoin d'être dirigés dans leurs relations avec les parents. Cela leur donne le soutien et l'orientation nécessaires. Dans notre exemple, il est important que cet enfant n'entraîne pas son «pouvoir par les hurlements». Dans une telle situation de nombreux parents songent à s'adresser à un psychologue.

Quand les enfants ont appris à régler leurs conflits sans dispute

Exemple 3

Cinq garçons jouent joyeusement près d'une rivière avec leur déguisement de Hal-

loween. Ils ont environ 10 ans. Quatre des cinq garçons portent des capes noires et des masques en carton. L'atmosphère est tout à fait amicale. Quand des piétons passent, ils enlèvent leurs masques hideux pour ne pas les effrayer. Le cinquième garçon ne participe pas aux jeux. Au contraire, il dérange la joyeuse ambiance, en crachant depuis le pont sur les enfants jouant en-dessous. Il fait attention à ce que les autres ne le voient pas. Je lui demande à voix basse pourquoi il agit ainsi. Il ne me donne pas de réponse. Tout d'un coup un garçon monte de la rivière, se plante calmement devant le gamin crachant et lui demande d'arrêter de cracher. Le perturbateur ne montre pas de réaction. Alors, le garçon répète de façon très déterminée et sérieuse: «Arrête de cracher!» Il ne dit pas plus et retourne jouer avec ses trois camarades. Le gamin sur le pont arrête de cracher. Apparemment, il a pris à cœur ce qu'on lui a dit. Il s'en va et laisse les autres jouer en paix.

Pourquoi avons-nous noté cet exemple? Parce qu'il nous a impressionné et nous a réjouis. On parle et lit souvent à propos de relations violentes entre enfants et adolescents. Le fait de constater qu'il y a des jeunes capables d'un autre comportement est un fait réjouissant. Le garçon qui est monté sur le pont pour parler avec son camarade s'est avéré être si calme et sûr de lui que cela nous a, en tant que psychologues, donné matière à réflexion. D'où a-t-il cette attitude calme et sûre de lui? Il semble avoir appris dans sa famille comment il est possible de résoudre les conflits avec calme et sans violence. Il est très important que – particulièrement de nos jours, où la violence et le harcèlement déterminent la vie quotidienne des enfants sur les terrains de jeu et à l'école – les enfants reçoivent à la maison et à l'école une orientation et une instruction sur la capacité à gérer les conflits de manière pacifique. •

«Accompagner dans l'adversité»

suite de la page 10

tendis. Et puis, tout à coup, vient de son fort intérieur: «Une fois, et puis je le mets à côté! Mais cela ne suffit pas!» – «Oui, Jenny, c'est juste. Mais maintenant, la chose est assez simple: Que penses-tu en apprenant par cœur pour l'école que tu ne penses pas sur ton chemin d'école?» – «J'ai toujours pensé que je suis stupide, et je ne me suis plus exercée!» – «Oui, exactement, et que dois-tu donc faire pour apprendre par cœur tout aussi bien à l'école?» – «Je ne dois pas arrêter de m'exercer, sinon je n'apprends rien.» – «Oui, rappelle-toi donc de la leçon d'aujourd'hui quand ton monstre dénommé «bêtise» se rapproche de toi.»

Elle m'a regardé grandie d'une tête: «Quelle heure est-il?» Le temps avait passé sans qu'on s'en soit aperçu! En se levant, elle s'est penchée vers moi lumineuse: «Je ne pouvais m'imaginer que la thérapie pouvait être si agréable!» – «Tu vois, Jenny, tu n'es pas du tout stupide. Dans ta tête tout est en ordre. Tu crois seulement que tu es bête. Et quand tu penses cela, tu donnes un bon coup de frein. Cette idée d'être stupide, tu l'as apprise par cœur à la perfection! Ton intelligence se manifeste au mauvais endroit.» – Maintenant, nous rions tous les deux.

«Et concernant ton chemin d'école, l'idée d'être bête ne t'est pas venue à l'esprit. C'est pourquoi il est resté dans ta tête.» – «Bien sûr, sinon, je ne serais jamais arrivée à l'école ou à la maison », précise-t-elle. Puis, elle continue à réfléchir: «J'en suis capable», jubile-t-elle enfin. – «Exactement, et c'est ce à quoi nous allons nous exercer ensemble pour que tu n'abandonnes plus trop tôt et trouve la force de continuer. Comme ça, tu auras le même plaisir à apprendre que maintenant.» Une fille heureuse retourne chez elle avec un nouveau sentiment qui ne la quittera plus.

Jenny fait son chemin

Après un peu plus d'un an, Jenny est une élève qui a appris à apprendre. Elle sait main-

«Donc, soulignons une fois de plus que les psychologues, les pédagogues et les médecins ne sont pas là pour placer une «laisse chimique» autour du cou des enfants. Ce n'est pas le rôle de la société de remettre – suite à son incapacité de maîtriser les résultats de ses actuelles théories erronées de l'être humain et de l'éducation des enfants – la responsabilité pour ses enfants à l'industrie pharmaceutique. Rappelons-nous les fondements de la psychologie et pédagogie personnalistes dans la famille et la formation: sous la conduite experte, l'enfant doit apprendre à agir de manière responsable et empathique. Cela implique un mûrissement psychique en surmontant ses troubles de comportement. C'est le noyau de l'être humain. C'est la tâche fondamentale des professions d'aide et de thérapie.»

tenant travailler seule. Cette ancienne enfant à problème s'est transformée en petite demoiselle qui ne se lamente plus pour que sa mère lui résolve les problèmes, mais qui fait son chemin dans la vie. Un jour, elle déclare donc vouloir essayer de vivre sans la thérapie.

Beaucoup d'autres expériences ont suivi à la première séance qui a ouvert de nouvelles perspectives à la jeune fille.

La scolarité de Jenny et la possibilité d'exercer plus tard une profession étaient sérieusement mis en question. Sa personnalité globale était affaiblie avec de logiques conséquences sur tous les autres domaines. Si l'on n'avait simplement donné des médicaments à Jenny, sans l'accompagner au niveau psychologique, elle aurait échoué à l'école, et une vie professionnelle stable lui serait probablement demeurée fermée. Même si elle avait subjectivement réussi à compenser son échec, elle en aurait souffert toute sa vie. Nous ne pouvons pas l'affirmer avec certitude, mais notre travail thérapeutique quotidien nous confirme par un

grand nombre d'exemples qu'un échec scolaire accompagné d'autres facteurs défavorables peut déclencher de tragiques sorts pour toute la vie.

Quelques réflexions concernant le processus thérapeutique

Ce qui a aidé Jenny est une réaction entre deux personnalités, un processus mental et émotionnel entre elle et moi. L'attitude du thérapeute est un facteur décisif. Dû à des sentiments d'insécurité, de découragement ou de vexation, une personne souffrant psychologiquement a souvent développé une sensibilité profonde. Elle teste avec de très fines antennes, si son vis-à-vis la voit sur un pied d'égalité et s'il comprend son monde intérieur, hermétiquement fermé pour toute autre personne, sauf, éventuellement, pour celle qui se trouve actuellement devant elle. Naturellement, cela n'est pas toujours aussi facile que dans cet exemple. Créer une base de confiance entre le consultant et le thérapeute peut parfois être un travail de longue haleine. •

Jenny a surmonté sa faiblesse et a mûri. Aucune «partie» d'elle n'a été «réparée», aucune «compétence» développée, aucun métabolisme influencé, aucun «organe psychique» opéré, aucune pilule prescrite.

Au début de ce développement de la personnalité de Jenny était une expérience émotionnelle correctrice (Franz G. Alexander, 1951) que j'ai planifiée et provoquée. Je n'étais cependant que l'accoucheur de sa prise de conscience. Jenny a fait elle-même cette expérience émotionnelle correctrice. Sa propre énergie psychique ainsi que ma conviction profonde que les difficultés de cette enfant si vive étaient dues uniquement à une erreur émotionnelle, ont bouleversé son sentiment d'être réellement stupide. Sans son activité à elle, la mienne aurait été inefficace.

Donc, soulignons une fois de plus que les psychologues, les pédagogues et les médecins ne sont pas là pour placer une «laisse chimique» autour du cou des enfants. Ce n'est pas le rôle de la société de remettre – suite à son incapacité de maîtriser les résultats de ses actuelles théories erronées de l'être humain et de l'éducation des enfants – la responsabilité pour ses enfants à l'industrie pharmaceutique.

Rappelons-nous les fondements de la psychologie et pédagogie personnalistes dans la famille et la formation: sous la conduite experte, l'enfant doit apprendre à agir de manière responsable et empathique. Cela implique un mûrissement psychique en surmontant ses troubles de comportement. C'est le noyau de l'être humain. C'est la tâche fondamentale des professions d'aide et de thérapie. Comme cela a déjà été mentionné, ce n'est pas toujours possible d'avancer aussi rapidement que dans le cas de Jenny. Dans cet exemple, le soutien de mes efforts par les parents fut une grande aide. Parfois, il faut un travail commun de longue haleine pour atteindre le cœur du problème. L'exemple de Jenny montre que c'est possible et que cela peut avoir une énorme importance pour la vie d'une jeune personne. •

Douce nuit, sainte nuit

par Hermann Hofmann

Cette histoire de Noël a été écrite par Hermann Hofmann (1903–1998), poète du terroir bernois, il y a environ 90 ans, lorsqu'il était jeune enseignant de village. Elle fut publiée en dialecte bernois dans un petit livre intitulé «*Chrischtelis Troum*» [Le rêve de Christel] et en bon allemand intitulé «*Mein Rosenbäumchen*» [Mon petit rosier].¹ Ces histoires se prêtent parfaitement à la lecture devant des auditeurs jeunes ou moins jeunes.

Avec un air soucieux, le maître de l'école du village de Hasenried pénétra deux jours avant Noël dans la salle de classe.

Il s'assit à sa table, resta un moment sans broncher, le regard baissé pendant que sa troupe d'enfants l'observait d'un air interrogateur.

Soudainement, une lueur claire apparut sur le visage du maître. Il alla chercher son violon dans un placard, commença à jouer et une quarantaine de voix d'enfants entonnèrent d'abord timidement, puis de plus en plus vivement:

«*Tausend Lichtlein seh ich blinken an dem hohen Weihnachtsbaum --*»

Lorsque la musique et le chant s'arrêtèrent, les yeux du jeune maître passèrent sur les rangs.

Les enfants sentirent qu'il préparait quelque chose de particulier. Ils devinrent impatients et dans leurs têtes, toutes sortes d'images surgirent.

Alors, le professeur s'adressa à eux: «Après-demain, c'est Noël, la plus belle fête de toute l'année.» Tout le monde applaudit et quelques enfants jubilèrent même.

Le maître poursuivit: «C'est bien de se réjouir; Noël doit être une fête de la joie. Mais la joie, on ne doit pas la vivre que pour soi-même, on doit aussi la donner aux autres; et donner de la joie, mes chers enfants, c'est encore mieux que de la ressentir soi-même!»

Puis, le maître ajouta: «A Noël, il ne faut surtout pas oublier les malades.» A ces mots, son regard se tourna vers le rang près de la fenêtre.

«Regardez, là-bas, au fond, la place est vide, depuis presque 6 mois. Suite à une grave maladie, votre camarade Kätheli Trösch a dû passer plusieurs mois à l'hôpital. Depuis hier, elle est de nouveau à la maison chez ses parents. Mais elle est toujours gravement malade.»

Le professeur se tut. Il aurait pu en dire davantage; car la veille, il s'était entretenu avec la mère de Kätheli et celle-ci lui avait révélé en larmes le rapport sans espoir des médecins selon lequel la maladie de Kätheli était incurable et qu'elle ne survivrait probablement pas jusqu'au printemps.

Silencieux, les élèves se tenaient assis sur leurs bancs. Ils échangèrent des regards angoissés et interrogateurs.

Le professeur rompit le silence: «Ecoutez, êtes-vous d'accord d'apporter un peu de joie



Illustration Hans Beutler



Illustration Bruno Moser

pour Noël à notre Kätheli? Nous pourrions aller lui rendre visite demain à la tombée de la nuit, et lui chanter quelques chants et réciter des poèmes, peut-être aussi lui apporter un petit cadeau ou un petit sapin de Noël.»

Le jeune enseignant ne put finir sa phrase; quarante voix d'enfants enthousiasmées recouvraient la sienne: «Oh oui, nous le voulons; nous aidons volontiers et nous apporterons tous un petit cadeau pour Kätheli!» D'un coup, la vie était revenue dans la salle de classe; personne ne resta tranquille.

«Cela suffit!», le maître interrompit cette effervescence joyeuse. «Cet après-midi, nous préparons ensemble une belle fête de Noël. Demain, notre malade vivra un jour de joie!»

A la veille de Noël, il neigea sans arrêt à Hasenried. La neige atteignit la hauteur des chaussures et un grand calme s'étendit partout. A la tombée de la nuit, l'enseignant se mit en marche avec sa troupe d'enfants en direction de haut du village, où Kätheli habitait.

A ce moment, Madame Trösch, la mère de Kätheli, était assise au bord du lit de sa fille malade et lui donnait une tasse de thé à boire.

Elle lui racontait qu'au début de l'après-midi, la première vache dans l'étable qui s'appelait Blösch, avait mis au monde un

petit veau. Tout s'était bien passé, la vache et le veau allaient bien et très rapidement le nouveau-né se tenait déjà sur ses petites jambes.

Kätheli avait écouté attentivement. La mère reconnaissait à ses yeux que cette nouvelle la réjouissait.

Elle aurait bien voulu courir à l'étable pour aider son père qui s'y trouvait encore et avait beaucoup à faire. Car, elle avait dès le début eu un cœur pour les animaux.

Mais elle se sentait comme ligotée par sa souffrance étalée comme une ombre froide au-dessus d'elle! Sans bouger, ses yeux regardaient tristement vers le plafond de la pièce.

La mère avait remarqué ce changement dans l'expression du visage de Kätheli. Elle observa son enfant tout pâle en lui tenant la main et toutes deux se turent. A présent, il faisait sombre dans la pièce au plafond bas.

Soudain, le reflet de nombreuses petites lumières brilla devant la fenêtre givrée. En même temps, des voix d'enfants commencèrent à chanter:

«*Douce nuit, sainte nuit --*»

Que cela signifiait-il? Elles se regardèrent toutes deux étonnées. Les yeux de Kätheli, commençaient à s'illuminer. Son cœur battait plus vite. Elle fixa son regard sur la fenêtre illuminée.

Tout à coup, un sourire gai illumina son pâle visage. Avec une voix douce et tremblante, elle prononça: «Maman, maman, ce sont plein de petites bougies, qui brûlent devant ma fenêtre!»

Lorsque les derniers sons de ce beau chant de Noël s'estompèrent, on frappa à la porte. La mère se leva et ouvrit. Le maître du village entra, suivi des garçons et des filles.

Le plus grand garçon portait le petit sapin de Noël avec les bougies illuminées et le posa soigneusement sur une petite table.

Serrés les uns contre les autres, les enfants se tenaient autour du lit de Kätheli. Ils ne trouvèrent pas tous de la place dans la petite pièce; certains durent rester sous la porte de la cuisine. Cependant, tous les yeux étaient fixés sur le chevet de leur camarade malade.

Maintenant, le père de Kätheli rentra de l'étable. A la cuisine, il éteignit la lampe de l'étable et la plaça sur la cuisinière pour qu'elle puisse se refroidir.

Puis, il s'assit dans le coin de la pièce sur le banc du poêle et observa attentivement, comment l'enseignant et les élèves pressaient la fragile petite main de son enfant malade.

Ensuite, le maître expliqua à Kätheli: «Nous sommes venus chez toi pour te faire

un petit plaisir. Le sapin de Noël et les petits cadeaux que t'ont apportés tes camarades de classe doivent te montrer que nous ne t'avons pas oubliée.»

Il se retourna vers sa troupe d'enfants: «Maintenant, nous allons encore entonner quelques chants et réciter des vers pour Kätheli.»

L'enfant malade écouta de manière recueillie et quand à la fin on entonna le chant:

«*Kommt all' herein, ihr Engelein, kommt all' herein!*»,

Elle se mit aussi à chanter à la deuxième strophe, doucement avec une voix tremblante et des yeux lumineux:

«*Hier liegt es in dem Krippelein, das Kindelein!*»

Peu après, le maître annonça le départ. Pas seulement Kätheli et sa mère avaient les yeux humides; quelques enfants avaient aussi les larmes aux yeux. Le père aussi était touché.

Dans la cuisine, les parents parlèrent encore un peu avec le maître et le remercièrent de cette belle surprise.

Kätheli était assise toute droite dans son petit lit. Elle était extrêmement heureuse. Devant elle, se trouvaient tous les beaux petits paquets, qu'elle pouvait maintenant ouvrir.

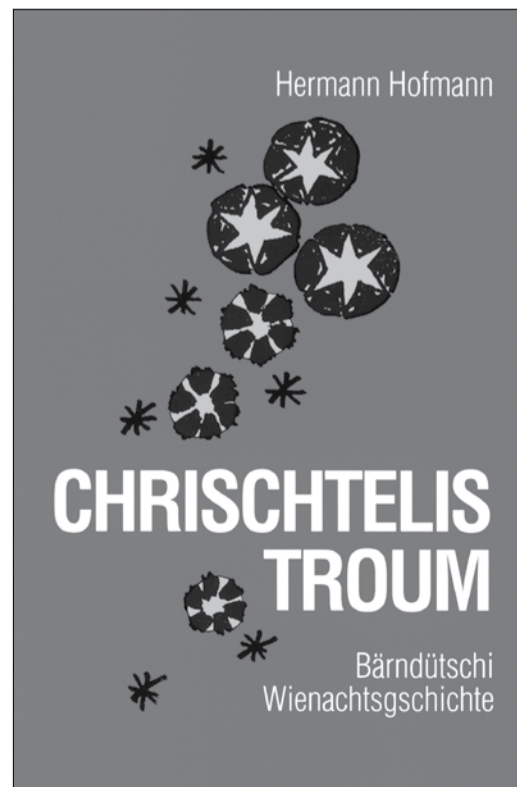
Ses yeux furent remplis d'émerveillement en voyant tout ce qui apparut: du pain d'épices, du chocolat, un livre d'images et de contes, des gants chauds, un tablier fleuri, des noix, des pommes rouges, des oranges et une image de l'enfant Jésus.

Le maître prit congé et sortit dans la tourmente de neige, où les enfants l'attendaient patiemment. Il les rassembla encore une fois devant la fenêtre de Kätheli et une fois de plus, on entendit clairement les voix des enfants dans la nuit froide d'hiver:

«*Es ist ein Ros' entsprungen aus einer Wurzel zart --*»

Sur le chemin de la rentrée, on parla peu. Silencieusement et gravement, les enfants frayaient leur voie dans la neige profonde. Au plus profond d'eux-mêmes, ils se doutaient bien que Kätheli ne guérirait plus.

Ce soir-là, les élèves de Hasenried avaient vécu et senti, que la joie et la souffrance sont souvent étroitement liées dans la vie. • (Traduction *Horizons et débats*)



ISBN 3-85654-941-2
6^e édition



ISBN 3-85654-099-7
3^e édition

¹ Ces petits livres peuvent être commandés auprès du fils de l'auteur (connu des lecteurs d'*Horizons et débats* pour ses divers articles en page 8): Heini Hofmann, Hohlweg 11, 8645 Jona (Tél: +41 55 2108250/ Fax: +41 55 2108264).